

Elle enregistre un nouveau repli à 2,7 % : L'inflation poursuit sa dégrue

P-02

Décès de Djilali Selmi

P-16

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / Mercredi 8 octobre 2025 // N° 1178 // PRIX 20DA

À la tête du gouvernement depuis peu

Le « petit Brésilien » du grand Chabab s'en est allé

Sifi Ghrieb imprime sa marque en accélérant le dossier des biens confisqués

P-02



Sous l'impulsion du président Abdelmadjid Tebboune, le gouvernement de Sifi Ghrieb fait du dossier des biens confisqués un levier de relance économique. En inaugurant à M'sila des unités industrielles récupérées, le Premier ministre donne le coup d'envoi d'une politique de réindustrialisation axée sur la valorisation des actifs issus de la lutte contre la corruption.

Crise politique en France : Emmanuel Macron de plus en plus isolé

P-04

Projet de loi de finances 2026 P-03

L'État serre la vis fiscale et douanière



Une nouvelle étape dans les relations bilatérales

Alger et Tunis signent un accord de coopération militaire

Alger et Tunis consolident leur Alliance stratégique face aux défis régionaux. La signature d'un accord de coopération en matière de défense marque une nouvelle étape dans le renforcement de la sécurité et de la stabilité partagées.

P-04



À la tête du gouvernement depuis peu

Sifi Ghrieb imprime sa marque en accélérant le dossier des biens confisqués

Le dossier des biens et actifs confisqués aux anciens responsables et hommes d'affaires impliqués dans des affaires de corruption figure parmi les priorités du Premier ministre Sifi Ghrieb. Ce chantier, à la fois politique et économique, a été érigé en axe central de l'action gouvernementale par le président Abdelmadjid Tebboune, qui y voit un instrument de restitution des richesses détournées à la collectivité nationale.



Premier ministre a insisté sur la nécessité d'éviter la dispersion des actifs et de mettre fin au gaspillage des ressources immobilisées depuis plusieurs années. Plusieurs sessions du Conseil des participations de l'État (CPE) ont précédé ces orientations. Elles ont porté sur la clarification du cadre juridique, la valorisation des biens confisqués et la proposition de modes de gestion adaptés. Les bilans rendus publics font état de la récupération de plusieurs dizaines d'entreprises, de complexes industriels et de milliers d'hectares de terres agricoles. À ces actifs s'ajoutent des immeubles résidentiels, des entrepôts et des espaces commerciaux situés dans différentes régions du pays. Malgré les avancées enregistrées, une partie importante de ces biens reste inexploitée. Les lenteurs administratives, la complexité des statuts juridiques et le manque de coordination entre institutions ont limité les effets concrets de la récupération. Certaines entreprises, notamment dans l'agroalimentaire et la transformation métallique, continuent d'éprouver des difficultés techniques et financières, compromettant la reprise de leur activité. Le gouvernement Ghrieb entend accélérer le traitement du dossier à travers une approche coordonnée entre les ministères concernés (Finances, Industrie, Agriculture et Travaux publics) chargés d'établir un état des lieux précis et de proposer des plans de réaffectation. Cette démarche vise à transformer les actifs confisqués en projets productifs inscrits dans la stratégie nationale de réindustrialisation. La valorisation des biens confisqués constitue également un signal politique, celui d'une gouvernance axée sur la restitution des richesses publiques et sur la traduction concrète de la lutte contre la corruption. Le Premier ministre devra en assurer la mise en œuvre dans un contexte où les attentes en matière d'efficacité administrative et de résultats tangibles restent élevées. Dans cette perspective, Sifi Ghrieb a effectué, mardi, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de M'Sila, mandaté par le président de la République. Il y a inauguré une unité de production de béton armé appartenant à l'entreprise publique Fondal, filiale du groupe industriel SNS (Société nationale de sidérurgie). Cette infrastructure, érigée sur un site de 23,9 hectares récupéré par les services des Domaines dans le cadre de la restitution des biens inexploités, symbolise la mise en œuvre concrète de cette politique. Le complexe, qui devrait générer plus de 450 emplois directs dans sa première phase et produire jusqu'à 650 000 tonnes d'acier par an, illustre la volonté du gouvernement de faire de la réindustrialisation une traduction tangible de la lutte contre la corruption.

Younes B.

Depuis près de six ans, ce dossier, ouvert à la suite des grandes enquêtes judiciaires lancées après 2019, peine à être concrétisé. Une part importante des entreprises, usines, terrains et immeubles saisis par décisions de justice est restée en suspens, en raison de procédures complexes et d'un enchevêtrement administratif qui en a retardé la valorisation. Plusieurs de ces structures sont demeurées sous la gestion provisoire de comités de liquidation, sans perspective claire de réintégration dans le tissu productif. Sifi Ghrieb, nommé Premier ministre après un passage remarqué au ministère de l'Industrie, s'est saisi du dossier dès son entrée en fonction. Ingénieur de formation et familier des mécanismes de production industrielle, il entend rompre avec la gestion bureaucratique qui a longtemps ralenti le processus de récupération. L'objectif affiché est de réintroduire ces actifs dans la dynamique économique nationale selon une logique de production, conformément à l'orientation fixée par le président Tebboune : transformer les biens détournés en outils créateurs de richesse et d'emplois. Le gouvernement prévoit ainsi une

réévaluation complète du potentiel économique des entités confisquées, qu'il s'agisse de grandes unités industrielles ou d'entreprises de taille moyenne. La relance des structures jugées viables passera par une réorganisation managériale et un encadrement par des compétences expérimentées. Les secteurs ciblés incluent l'agroalimentaire, la métallurgie, le transport, la logistique, l'agriculture et les infrastructures. Les difficultés identifiées sont multiples. Une partie des entreprises concernées a été créée durant la période des dérives économiques, avec des objectifs financiers à court terme, souvent pour bénéficier de crédits publics sans réelle stratégie productive. Certaines usines n'ont jamais fonctionné, d'autres ont cessé leur activité à la suite de contentieux juridiques ou de blocages fonciers. Le redémarrage de ces unités nécessitera des investissements supplémentaires, ainsi qu'une mise à niveau technique et organisationnelle. Le défi pour le gouvernement consiste à passer du cadre judiciaire au cadre économique. Cette transition implique la recherche d'investisseurs nationaux ou étrangers capables de reprendre les unités confisquées, ou leur intégration dans les groupes publics existants. Le

Elle enregistre un nouveau repli à 2,7 %

L'inflation poursuit sa décrue

L'Office national des statistiques (ONS) a annoncé, hier, dans un communiqué relayé par l'APS, un ralentissement du rythme d'inflation annuel, qui s'est établi à 2,7 % en août 2025, contre 3,1 % en juillet. Selon les données publiées par l'ONS, cette évolution reflète un fléchissement de la hausse générale des prix observée sur la période allant de septembre 2024 à août 2025, comparativement à celle comprise entre septembre 2023 et août 2024. Cette tendance traduit une meilleure stabilité du pouvoir d'achat des ménages, dans un contexte où plusieurs mesures économiques ont été engagées pour contenir la hausse des prix. La décélération de l'inflation s'explique notamment par la modération des prix des produits alimentaires de base et la stabilisation des tarifs des services, notamment dans les secteurs du transport et du logement. L'ONS relève également l'impact positif de politiques publiques de régulation des marchés, du renforcement des dispositifs de contrôle et de la maîtrise des importations, qui ont contribué à réduire les tensions sur l'offre locale. Cette évolution conforte les pouvoirs publics dans leur stratégie visant à préserver la stabilité macroéconomique et à protéger le pouvoir d'achat des citoyens, tout en soutenant la relance de la production nationale. Elle pourrait, selon plusieurs observateurs, offrir des marges de manœuvre supplémentaires à la politique monétaire pour accompagner la croissance et encourager l'investissement productif.

Y.S.

Sifi Ghrieb :

« Les biens du peuple doivent redevenir des sources de richesse »

Chargé par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre Sifi Ghrieb a entrepris ce mardi 7 octobre 2025 une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de M'Sila. La première étape de la visite a été consacrée à l'inauguration de l'usine de production de fer et d'acier de Dhraa El Hadja, relevant de l'entreprise nationale de fonderie Algérie (FONDAL). Cette dernière marque ainsi une étape clé dans l'application des instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant surtout la relance et l'exploitation efficace des entreprises confisquées dans le cadre de la lutte contre la corruption. L'usine, dont les actifs industriels précédemment confisqués ont été récupérés et valorisés, avait fait l'objet, faut-il le rappeler, d'une visite d'inspection de l'ancien ministre

de l'Industrie Sifi, en juin dernier. À l'époque, le ministre avait insisté sur la nécessité d'un « décollage » des unités stratégiques. Spécialisée dans la production de fer et d'acier, l'usine qui s'étend sur une superficie totale de 23,9 hectares, dispose d'une capacité de production annuelle de 650 000 tonnes (80 tonnes/heure), assure actuellement, selon la fiche technique présentée au Premier ministre, 250 emplois et représente une valeur d'investissement de 226 millions DA. Ce fleuron industriel doit prendre la place qui lui sied, avait instruit le Premier ministre, lors de l'inspection de l'usine et de ses différentes lignes de production. Ce dernier, mettant en exergue la détermination du gouvernement quant à la relance des projets confisqués dans le cadre de la lutte contre la corruption, Sifi Ghrieb a affirmé : « Le gouvernement est plus que déterminé

quant à la poursuite de la relance des projets confisqués dans le cadre de la lutte contre la corruption. Car il s'agit de l'argent du peuple et les citoyens doivent pouvoir en profiter. Et d'ajouter : « Nous ne ménagerons aucun effort, au service des citoyens et des travailleurs. » La seconde étape de la visite a concerné l'inauguration de l'usine de production de plaquettes de frein à Magra. Le Premier ministre a déclaré à l'occasion à la radio locale de M'Sila : « Avec cette réalisation, la wilaya de M'sila demeure pionnière dans l'activité de commercialisation de l'acier, et nous devons apprendre les leçons du passé. Pour ce qui est des demandes d'agrément, j'insiste sur les mécanismes et les normes que doit fournir le constructeur. Par ailleurs, dans une allocution prononcée à l'occasion de l'inauguration de l'usine, le directeur général de FONDAL, M. Zine

El Abidine Ouis, a indiqué que cette démarche s'inscrit dans le cadre du programme du président de la République, visant le soutien de l'économie nationale, en affirmant : « qu'il s'agit d'un nouveau jalon dans l'édifice du tissu industriel national ». Enfin, insistant sur l'engagement du président de la République et du gouvernement quant à la relance de tous les biens récupérés, Sifi Ghrieb n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour affirmer : « Dans le cadre de l'engagement fait par le président de la République Abdelmadjid Tebboune et le gouvernement, tous les biens récupérés, dans le cadre de la lutte contre la corruption, feront l'objet de relance, quelles que soient les circonstances, et le staff gouvernemental œuvrera à la concrétisation de l'engagement sur le terrain. »

Kader M.

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
TEL/fax: 023.70.99.92
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration adressés ou remis à la Rédaction ne sont pas rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

Projet de loi de finances 2026

L'État serre la vis fiscale et douanière

Le projet de loi de finances pour l'année 2026 s'oriente vers un renforcement du contrôle fiscal et douanier, à travers une série de mesures légales et réglementaires destinées à réduire les failles existantes, à instaurer de nouveaux mécanismes de lutte contre l'évasion fiscale et à intensifier les moyens de prévention contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.



chèques, titres, etc.) par voie postale, de fret ou de transport express, afin de combler les failles utilisées pour transférer illicitement des fonds. Il accorde également aux services des douanes le pouvoir de procéder à la saisie préventive des moyens de paiement, métaux ou pierres précieuses en cas de soupçons de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme ou de prolifération d'armes de destruction massive, avec obligation d'en informer immédiatement les autorités judiciaires. Ces prérogatives s'étendent à la possibilité pour les agents des douanes de demander toutes les informations et documents relatifs à l'origine et à la destination des fonds détenus par les voyageurs, tout en prévoyant la création d'une base de données nationale chargée de collecter et d'échanger ces informations dans le cadre de la coopération nationale et internationale. Le projet impose également la transmission systématique de toutes les données relatives aux déclarations légales, fausses ou omises, à l'organisme national de lutte contre le blanchiment d'argent. Le texte prévoit également l'élargissement des exonérations douanières, en exemptant du paiement des droits, taxes et pénalités de retard tous les biens confisqués au profit de l'État par décision judiciaire définitive, à condition que l'importation ait été effectuée conformément à la loi. Concernant le commerce des métaux précieux, le projet insiste sur l'obligation d'un agrément préalable délivré par l'administration fiscale pour tous les artisans, fabricants, exportateurs et commerçants d'or, d'argent et de platine. Cet agrément pourra être retiré en cas de non-respect des conditions légales régissant la profession. Les commerçants seront tenus de tenir un registre numéroté et visé par les services fiscaux, recensant leurs clients, afin de suivre les transactions et limiter les opérations suspectes. Toute violation des obligations liées à la prévention du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme sera passible d'une amende comprise entre 10 000 et 50 000 DA. L'exercice de cette activité sera en outre subordonné à la justification d'une compétence professionnelle et d'une moralité irréprochable, que ce soit pour la vente en gros ou au détail de produits en métaux précieux. Enfin, le projet accorde un délai supplémentaire aux professionnels pour régulariser la situation de leurs stocks de produits locaux ou d'origine indéterminée, sous réserve de leur conformité aux normes légales de pureté, leur offrant ainsi l'opportunité de se mettre en règle sans perturber le marché. Ces mesures fiscales et douanières inscrites dans le projet de loi de finances 2026 traduisent une orientation claire vers la régulation des transactions financières et commerciales, le renforcement des mécanismes de contrôle et l'intégration d'outils numériques et technologiques au service de la transparence et de la conformité, dans le cadre d'un effort national soutenu de lutte contre l'économie informelle, la criminalité financière et pour l'alignement aux normes internationales.

Y.S.

Il propose la révision du droit appliqué à la consommation de carburant lors du passage des frontières. Le tarif pour les véhicules utilitaires et les camions de moins de dix tonnes passe ainsi de 3 500 DA à 5 000 DA par passage, tandis que celui applicable aux bus et aux camions de plus de dix tonnes est maintenu à 12 000 DA. Le texte introduit également un tarif progressif pour les voitures particulières, en fonction du nombre de sorties quotidiennes. Fixé auparavant à 500 DA, il sera désormais de 1 000 DA pour une seule sortie, avec des montants plus élevés en cas de sorties multiples, bien que ces derniers ne soient pas encore précisés dans la version actuelle. Concernant le secteur immobilier, le projet modifie le régime du droit de préemption de l'État lors des cessions de biens ou de droits immobiliers. La réforme prévoit la réduction du délai d'exercice de ce droit, la suppression de la majoration de 10 % appliquée au prix déclaré, ainsi qu'une définition plus précise des cas d'exception, afin de renforcer la transparence et d'éviter toute manipulation dans le marché foncier. Sur le plan fiscal, le texte propose d'augmenter les amendes liées aux infractions fiscales,

notamment celles concernant la TVA, dans le but de renforcer l'effet dissuasif et d'améliorer la conformité fiscale. Il introduit également un nouveau dispositif de contrôle ciblant les contribuables utilisant des systèmes comptables numériques et des caisses électroniques, qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2027. Par ailleurs, le projet fixe à 1 000 euros (ou l'équivalent en d'autres devises) le seuil unique de déclaration douanière à l'entrée ou à la sortie du territoire national, applicable à tous les voyageurs, qu'ils soient résidents ou non. Cette obligation concerne les billets de banque, les instruments de paiement au porteur, les effets de commerce, les titres financiers, ainsi que les métaux et pierres précieuses. Afin de soutenir les efforts de recouvrement et de contrôle, le gouvernement prévoit de porter de 1 % à 2 % le taux de prélèvement sur le produit des amendes et pénalités de retard, destiné à financer les opérations de suivi et de recouvrement. 30 % de ce prélèvement seront consacrés aux opérations de contrôle fiscal, notamment celles dont les dossiers ont été définitivement clôturés. Le projet interdit l'envoi de moyens de paiement (espèces,

ÉDITORIAL
L'EXPRESS

Cap

■ Par Merouane Korsou

Dans un contexte géopolitique international trouble, l'Algérie a décidé de maintenir le cap dans sa politique de développement et de diversification de ses ressources naturelles, dont celles des hydrocarbures, un secteur stratégique. Le pays, riche en minerais et en gisements d'hydrocarbures, développé dans son agriculture, bien servi par un important maillage routier et de transports notamment pour la production et la commercialisation des produits industriels et agricoles, ne compte cependant pas faire le raccourci de développer son potentiel énergétique. Cela a été dit à plusieurs reprises, autant par les plus hauts responsables du pays que ceux du groupe Sonatrach. Et, au milieu des années 2010, le vent soufflant sur l'abandon, pour des raisons écologiques étroites, de certains milieux proches des franchises pétrolières françaises, avait tenté de mettre KO-début l'effort national de développement, de production et de distribution des énergies fossiles, dont les gisements de schiste. Il était alors de bon ton de dire que le gaz de schiste (shale gas) ou le pétrole de schiste (shale oil) étaient potentiellement dangereux pour la nappe phréatique, ennemis de l'environnement. Oui, mais ces thèses, pour le cas de l'Algérie, ne tenaient pas la route. Car premièrement, le potentiel national de production de gaz est presque à moitié consommé localement, laissant peu pour l'exportation, et secundo, il est possible de produire des shale oil ou des shale gas sans pour autant attenter à la sécurité des nappes albiennes ou l'environnement dans les zones de production. Car l'Algérie a des plans de développement multisectoriels extrêmement importants, et doit en même temps diversifier ses partenaires dans le secteur énergétique pour se payer le luxe de donner un frein à une relance fantastique du secteur des hydrocarbures, avec la signature d'importants projets de partenariats avec des majors du secteur au cours de ces trois dernières années. C'est pour cela que l'Algérie a décidé de se lancer dans un plan de modernisation de ses infrastructures d'hydrocarbures, d'augmentation de ses productions pétrolières, gazières et dérivées, et de mettre en application un grand volume d'investissements pour le prochain quinquennat. C'est ce qu'a en fait confirmé le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, dans son discours à l'ouverture du Napec d'Oran lundi. Il a ainsi annoncé un plan d'investissement de 60 milliards de dollars sur les cinq prochaines années, destiné à moderniser les infrastructures énergétiques nationales, renforcer la production et accélérer la transition vers les énergies nouvelles et renouvelables. Et là, le ministre a tenu à clarifier les choses en ce qui concerne le volet environnement, expliquant que si l'Algérie multiplie les projets allant vers la mise en place d'une dynamique politique de transition énergétique, il n'en demeure pas moins que cela "ne signifie pas l'abandon des ressources fossiles, en particulier le gaz naturel", qu'il a qualifié de "carburant de transition essentiel". Clair et net : l'Algérie va densifier ses investissements dans le secteur pétrolier et gazier, en amont et en aval, et surtout pour moderniser ses infrastructures de production, avec accélération dans la production offshore. La donne est en fait celle-ci : la demande mondiale en pétrole et en gaz devrait se maintenir jusqu'en 2050, et ces ressources continueront à jouer un rôle clé dans la sécurité énergétique mondiale. Et donc si beaucoup de pays du Nord misent sur les énergies alternatives, comme le nucléaire, d'ailleurs l'Allemagne et la France ont mis en service de nouvelles centrales pour conforter leur boycott du pétrole-gaz russe, l'Algérie, pays souverain, est maître de ses décisions dans le domaine stratégique de la production, la distribution et la commercialisation de ses produits énergétiques. "Cette approche s'appuie sur une politique gouvernementale visionnaire et de grands efforts de modernisation, notamment dans le développement des infrastructures pétrolières et gazières et la mise à jour du cadre juridique pour rendre le secteur plus attractif aux investissements étrangers, en particulier dans l'exploration offshore", a dit M. Arkab pour conforter la politique nationale en matière d'hydrocarbures. Ce sera donc un plan d'investissement massif de plus de 60 milliards de dollars pour la période 2025-2029, dont 80 % seront consacrés à l'amont pétrolier et gazier. Le reste sera orienté vers le développement de projets industriels structurants, notamment dans le raffinage et la pétrochimie, dans le but de renforcer la valeur ajoutée nationale et de réduire les importations.

M. K.

Savoir-faire et ingénierie locale

Une nouvelle unité de séparation du pétrole confiée à SARPI

La société algérienne de réalisation de projets industriels (SARPI), filiale du groupe Sonatrach, s'apprête à lancer la construction d'une unité de séparation du pétrole à Hassi Messaoud, un projet stratégique qui sera entièrement conçu et réalisé par des compétences algériennes. Selon Omar Adjabi, directeur du développement de l'investissement à la SARPI, le projet est actuellement

en phase d'études d'ingénierie et les travaux débiteront prochainement. L'entreprise assurera l'ensemble du processus, de la conception à la mise en service, confirmant ainsi la montée en puissance du savoir-faire national dans le secteur industriel et énergétique. Lors du Salon international NAPEC 2025 à Oran, Adjabi a également rappelé les récents succès de la SARPI, notamment la réalisation de l'usine de

dessalement d'eau de mer de Koudiat Draouche (El Tarf), d'une capacité de 300 000 m³/jour, mise en service en février dernier. SARPI poursuit ainsi son engagement dans le développement de projets structurants au service de l'économie nationale, couvrant des domaines variés tels que les hydrocarbures, les énergies renouvelables, la maintenance industrielle et la gestion de l'eau.

Après plusieurs jours de détention dans le désert du Néguev

Les 11 Algériens de la flottille « Soumoud » bientôt de retour au pays

Arrêtés dans les eaux internationales par la marine sioniste alors qu'ils participaient à la flottille « Soumoud » pour briser le blocus de Gaza, les onze derniers volontaires algériens détenus dans le désert du Néguev ont été libérés et seront bientôt rapatriés vers Alger. Accueillis à Amman par l'ambassadeur d'Algérie, ils regagneront le pays après plusieurs jours de détention suivie de près par les autorités algériennes.



Dans un communiqué, l'organe directeur de la Flottille de la Résistance maghrébine a confirmé que le dernier groupe de participants algériens à la flottille « Soumoud », détenus par l'occupation sioniste, avaient été remis en liberté hier et devraient être rapatriés demain via la Jordanie, où ils ont été orientés après leur libération. Ils avaient été arrêtés jeudi dernier au large des côtes de la bande de Gaza alors qu'ils participaient à une initiative internationale de solidarité visant à briser le siège total imposé à Gaza. Ce groupe est constitué de 11 éléments : Merouane Benguetaya, Abderrahid Korichi, Mohamed Selmane, Mohamed Benalouane, Abdelkader Amour, Mehdi Mekhloufi, Nasredine Drissi, Abdelkader Gafsi, Abdelfatah Chekhnaba, Habib Abderrahmane, Taleb et Lamia Merdjani. Ils étaient accueillis à l'aéroport d'Amman par l'ambassadeur d'Algérie en Jordanie, Abdelkrim Baha. Le

journaliste Mehdi Makhloufi, qui faisait partie des détenus, a révélé sur la chaîne « Al Chourouk » que l'ambassadeur lui a confirmé que les autorités algériennes ont accordé une grande attention à la délégation algérienne et qu'elles ont suivi de près les derniers développements de l'enlèvement de la flottille dans les eaux internationales, jusqu'à la détention des participants dans la prison Ktzi'ot, dans le désert du Néguev. L'ambassade algérienne a mis un hôtel à la disposition des volontaires, en attendant leur rapatriement en Algérie, prévu demain. Au total, 17 Algériens ont pris part à la flottille mondiale « Soumoud », partie de Barcelone le 31 août dernier, afin de briser le blocus israélien sur Gaza. Arrêtés lors de l'interception des bateaux de la flottille par la marine israélienne, dans la nuit du 1^{er} octobre, dans les eaux internationales, six d'entre eux ont déjà été remis en liberté samedi dernier. Ils sont rentrés

en Algérie dimanche, après avoir transité par Istanbul, en Turquie. Selon l'avocate membre de l'équipe juridique qui accompagnait la flottille « Soumoud », d'autres participants venus de Tunisie, du Maroc, du Koweït, de Libye, de Jordanie, du Pakistan, de Bahreïn, de Turquie et du sultanat d'Oman ont été rapatriés mardi vers la Jordanie. L'équipe juridique a salué le travail des avocats mobilisés par l'organisation « Adalah » qui, tout au long de ces derniers jours, ont fourni des informations précises et assuré un suivi constant, malgré le manque de moyens et les pressions exercées par les autorités sionistes. L'entité sioniste avait intercepté, les 1^{er} et 2 octobre, tous les bateaux de la flottille « Soumoud » dans les eaux internationales au large de Gaza. Plus de 400 activistes provenant de 47 pays ont été détenus, puis transférés à la prison de Ktzi'ot, dans le désert du Néguev.

Hakim H.

Une nouvelle étape dans les relations bilatérales Alger et Tunis signent un accord de coopération militaire

Le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'État-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, et le ministre tunisien de la Défense, Khaled Sehili, ont signé, hier, un accord intergouvernemental de coopération dans le domaine de la défense. La cérémonie de signature s'est déroulée à l'occasion de la visite du ministre tunisien en Algérie. Cet accord, qualifié par le ministère de la Défense nationale d'« étape marquante dans l'histoire des relations bilatérales », représente une avancée majeure dans le renforcement de la coopération militaire entre les deux pays. Lors de leur entretien, les deux responsables ont examiné les domaines de coopération militaire bilatérale et évoqué les moyens de consolider la coordination sur les questions d'intérêt commun. Les discussions ont également porté sur les défis sécuritaires à l'échelle régionale, ainsi que sur les principaux dossiers d'actualité. Dans son allocution, le Général d'Armée Saïd Chanegriha a rappelé que l'Algérie et la Tunisie « partagent, de par leurs liens géographiques, historiques et civilisationnels, les mêmes aspirations en matière de sécurité, de stabilité et de développement durable ». Il a souligné que les relations entre les deux pays « revêtent un cachet stratégique », illustré par les similitudes qui les unissent et par le dialogue permanent et constructif entre leurs dirigeants. « Sous la conduite du président de la République, chef suprême des Forces armées et ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune, l'Algérie veille à consolider ses relations avec la Tunisie dans tous les domaines, notamment ceux de la défense et de la sécurité. La stabilité de nos deux pays exige le plus haut niveau de coordination et de concertation », a affirmé le chef d'état-major. Le Général d'Armée a enfin estimé que « les défis sécuritaires, géopolitiques et économiques qui prévalent dans la région imposent, plus que jamais, de renforcer l'action commune, dans une approche claire et intégrée fondée sur le dialogue, la coordination et l'échange d'expériences ».

R.N.

Le président Tebboune reçoit le ministre tunisien de la Défense

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu, hier, le ministre tunisien de la Défense, M. Khaled Sehili, accompagné de sa délégation, a indiqué un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, du chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général d'armée Saïd Chanegriha, ainsi que du directeur de cabinet à la Présidence de la République, Boualem Boualem, précise la même source.

Crise politique en France

Emmanuel Macron de plus en plus isolé

La France traverse une crise politique sans précédent depuis la création de la V^e République. Le président Emmanuel Macron, contesté par ses adversaires et désormais lâché par plusieurs de ses anciens alliés, se retrouve plus isolé que jamais à la tête d'un pays paralysé par l'instabilité gouvernementale. Moins de 24 heures après la formation de son gouvernement, le Premier ministre Sébastien Lecornu a présenté sa démission, plongeant une nouvelle fois l'exécutif dans l'impasse. Cette démission, la troisième en moins d'un an, illustre la difficulté de gouverner avec un Parlement sans majorité claire. Emmanuel Macron a demandé à Lecornu de poursuivre « des négociations de la dernière chance » avec les partis d'opposition jusqu'à mercredi soir, avant d'envisager de nouvelles décisions. Depuis la dissolu-

tion de l'Assemblée nationale en 2024, la France vit au rythme des crises politiques répétées. Entre périodes électorales et gouvernements chargés des affaires courantes, le pays a passé plus d'un tiers du temps sans exécutif pleinement opérationnel. La situation s'est aggravée ces derniers jours avec la rupture ouverte entre le président et plusieurs de ses anciens Premiers ministres. Gabriel Attal, actuel secrétaire général du parti Renaissance, a publiquement pris ses distances en déclarant qu'il ne « comprenait plus les décisions du chef de l'État », tandis qu'Édouard Philippe a appelé Emmanuel Macron à « préparer sa démission d'ici 2026 » afin d'organiser une élection présidentielle anticipée. Ces divisions internes viennent s'ajouter à la pression des oppositions, qui réclament toutes la fin de ce qu'elles

qualifient de « blocage institutionnel ». La gauche de la Nouvelle Front populaire et la droite du Rassemblement national appellent à une réforme profonde du système politique ou à un retour aux urnes. Le modèle de la Ve République, fondé sur un exécutif fort, apparaît aujourd'hui fragilisé. L'absence de majorité stable à l'Assemblée nationale empêche toute gouvernance durable, tandis que le poste de Premier ministre devient un véritable « piège politique ». Les difficultés s'étendent aussi au plan économique, avec un endettement public record (114 % du PIB) et un déficit budgétaire parmi les plus élevés d'Europe, dépassant les 5 %. Cette fragilité interne a des conséquences à l'échelle européenne. Paris, pilier traditionnel du couple franco-allemand, perd de son influence au sein de l'Union européenne, au moment où

les tensions internationales (de l'Ukraine au Moyen-Orient) exigent une position française claire et stable. Sur le plan social, la méfiance du public envers la classe politique reste vive. Le coût de la vie, les réformes impopulaires et la succession de crises institutionnelles alimentent le mécontentement. Les syndicats mettent en garde contre une reprise des mouvements de rue si la situation venait à s'enliser. Alors que le président garde le silence, les observateurs à Paris estiment que la France s'enfonce dans une phase de paralysie politique durable. Emmanuel Macron, dont le mandat se termine en 2027, fait désormais face à une contestation globale, y compris au sein de son propre camp, signe d'un pouvoir affaibli et d'un système institutionnel à bout de souffle.

Aïda Mouni

Octobre rose

Agir maintenant pour sauver des vies

Comme partout ailleurs dans le monde, l'Algérie se mobilise chaque octobre pour sensibiliser à l'importance du dépistage du cancer du sein, confirmant ainsi l'engagement de l'État à poursuivre l'amélioration de la prise en charge des malades et à élargir l'accès au traitement précoce. Dans la continuité de ces actions, le ministère de la Santé devrait lancer ce jeudi une vaste campagne nationale de dépistage précoce du cancer du sein, a indiqué hier un communiqué du ministère.



Le ministre de la Santé, Mohamed Essedik Ait Messaoudène, supervisera demain au siège de son ministère le lancement officiel des activités d'Octobre rose dédié à la lutte contre le cancer du sein, réputé pour être le cancer le plus fréquent chez la femme. Au cours de ce mois, placé cette année sous le signe : « Pour un avenir sans cancer du sein, agissons maintenant », diverses actions seront menées pour informer le public, promouvoir le dépistage précoce par mammographie qui augmente les chances de guérison. Dans la continuité des actions engagées par l'État et la célébration d'Octobre rose dédié à la lutte contre le cancer du sein, deux cliniques mobiles équipées d'appareils de mammographie et d'échographie sillonneront 5 wilayas du pays en coordination avec l'association El Amel - Centre Pierre et Marie Curie, ajoute la même source. Les femmes des wilayas de Timimoun, Adrar, Béjaia, Mascara et Relizane devraient être sensibilisées sur le cancer du sein et du col de l'utérus et bénéficier d'exams échographiques et de mammographies. Ainsi, pendant

plus de deux mois, ces cliniques mobiles mèneront des campagnes de dépistage sur le terrain. Du 12 au 16 octobre, les cliniques mobiles seront à Adrar. Elles se rendront ensuite à Timimoun, où elles effectueront le dépistage et les examens médicaux du 19 au 23 du mois courant. À Béjaia, la caravane a retenu la commune de Beni Maouche pour la sensibilisation et le dépistage du cancer du sein, entre le 23 et le 27 novembre, tandis qu'elle sera à Mascara, du 14 au 18 décembre. La clinique mobile s'installera enfin à Relizane du 21 au 25 décembre. Cette initiative, explique le ministère de la Santé, s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale annuelle organisée chaque mois d'octobre, et vise à « sensibiliser le public à l'importance de la prévention et du dépistage précoce, tout en soulignant le rôle d'un mode de vie sain dans la réduction des facteurs de risque, notamment grâce à une alimentation équilibrée, à la pratique régulière d'une activité physique et à la lutte contre l'obésité ». Ces événements seront également accompagnés par des activités de sensibilisation et d'information

organisées en coordination avec les établissements de santé de proximité, la société civile, les acteurs locaux et les médias, avec des experts et des associations spécialisées, dans le but de promouvoir la culture du dépistage précoce et du diagnostic préventif du cancer du sein et du col de l'utérus, ajoute la même source. Il y a lieu de préciser que le cancer du sein, selon le ministre de tutelle, demeure le premier chez la femme en Algérie, avec « plus de 13 000 cas enregistrés chaque année, soit 46 % de l'ensemble des cancers chez les femmes », a indiqué dernièrement M. Ait Messaoudène à l'occasion de la célébration de la Journée arabe de sensibilisation au cancer du sein chez la femme, le 1^{er} octobre. Toutefois, il a indiqué que le pays a franchi des étapes importantes dans ce domaine, grâce à la volonté politique suprême et à la mise en œuvre des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui a fait de la lutte contre le cancer une priorité majeure. Il a rappelé, à cet effet, les mesures prises, notamment la création d'une Commission nationale de prévention et de

lutte contre le cancer (CNPLCC) dans le but de coordonner les efforts scientifiques et médicaux, l'ouverture de nouveaux services d'oncologie et de radiothérapie à travers le pays, la garantie de la disponibilité des médicaments anticancéreux et l'amélioration des mécanismes de leur distribution, ainsi que l'intégration des techniques innovantes de dépistage et de traitement pour permettre aux malades de bénéficier des traitements les plus récents. M. Ait Messaoudène a souligné l'importance de la phase actuelle qui impose de nouveaux défis, dont l'intensification du dépistage précoce au niveau national, l'amélioration des services d'accueil et d'orientation au sein des établissements de santé et la généralisation des campagnes de sensibilisation. Pour lui, l'objectif de tous ces efforts est de faire d'Octobre rose plus qu'une simple campagne conjoncturelle, mais une halte pour ancrer la culture de prévention et de dépistage précoce, en tant que pratique saine à adopter au quotidien par la femme algérienne.

Meriem Ka

Gestion de l'énergie

Formation de plus de 280 cadres locaux

Plus de 280 cadres locaux ont bénéficié de formations en maîtrise de l'énergie, dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Communes vertes 2 », a indiqué hier un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Le même communiqué explique que, dans le cadre du projet « communes vertes 2 », qui s'inscrit dans le cadre de la coopération entre le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports et l'Agence de coopération allemande, « sept cours de formation ont été programmés pour les responsables de la gestion de l'énergie (RME), et deux cours dans le domaine du tableau de bord de gestion de l'énergie (TBGE) » au cours de la période du 6 septembre au 9 octobre. Ces sessions ont été organisées dans les centres de formation des agents des collectivités locales des provinces d'Oran, Djelfa et Constantine, au profit de 282 cadres locaux des communes modèles à travers les provinces de Sidi Bel Abbès, Oran, Mostaganem, Tlemcen, Médéa, Djelfa, Laghouat, Bejaia, Batna, Guelma et Biskra. Cette initiative vise à « accompagner les communes dans une gestion énergétique plus efficace, contribuant ainsi à l'amélioration de la consommation énergétique et à la réduction des émissions de dioxyde de carbone au niveau national », en « renforçant la capacité des exécutifs locaux à contrôler l'utilisation du tableau de bord de gestion de l'énergie, ainsi que le cadre juridique de la transition énergétique, de la facturation et des projets d'énergies renouvelables en Algérie », selon la même source.

Accidents de la route 36 victimes en une semaine

Trente-six (36) personnes sont décédées et 1634 autres ont été blessées dans 1206 accidents de la circulation survenus entre le 28 septembre et le 4 octobre en cours, dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué hier un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Biskra avec 5 morts et 27 blessés, suite à 25 accidents de la circulation, précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile ont effectué 1645 interventions pour l'extinction de 1205 incendies urbains et industriels, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (137 incendies), Tizi-Ouzou (94) et Blida (75), ajoute le bilan. En outre, 5684 interventions ont été effectuées, durant la même période, pour le sauvetage de 420 personnes en situation de danger et l'exécution de 4926 opérations diverses d'assistance. Le dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes a permis l'extinction de 83 incendies du couvert végétal à travers le territoire national, dont 13 incendies de forêts, 12 de maquis, 39 de broussailles, 8 d'arbres fruitiers, 1 incendie de bottes de foin et 10 autres de palmeraies. L'intervention des unités de la Protection civile et les moyens mobilisés ont permis l'extinction de ces incendies et d'éviter leurs propagations vers d'autres espèces végétales, conclut la même source.

Suivi de l'innovation et de l'entrepreneuriat universitaire

Baddari installe un comité national

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a présidé, lundi à Alger, la cérémonie d'installation du Comité national de coordination pour le suivi de l'innovation et de l'entrepreneuriat universitaire, a indiqué un communiqué du ministère. Dans le même contexte, et dans l'objectif d'encourager l'esprit de compétition et de renforcer le rôle économique de l'université, le ministère avait précédemment annoncé le lancement du challenge national « ProtoMarket », destiné à financer les meilleurs prototypes de projets de startups. Les inscriptions ont été ouvertes via une plateforme numérique à partir du 30

septembre dernier et se sont clôturées lundi. Ce challenge vise à « transformer les idées innovantes des universitaires en prototypes commercialisables, puis en startups, conformément aux engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la création de 20 000 startups à l'horizon 2029 ». Le challenge « ProtoMarket » s'adresse aux étudiants et diplômés de l'enseignement supérieur détenteurs du label « projet innovant ». Il offre aux lauréats un accompagnement financier direct pour le développement et la mise sur le marché de leur prototype, avec un financement compris entre un (1) et 2 millions DA.

TRANSPORT URBAIN L'ETUSA lance une nouvelle offre

L'Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a annoncé, hier, le lancement de son nouvel abonnement « NAVIGUI », qui offre à ses bénéficiaires des réductions allant jusqu'à 50 % et la possibilité d'effectuer des trajets illimités sur l'ensemble du réseau de transport. "Les abonnés bénéficient d'une tarification différenciée selon la tranche d'âge. Le prix de l'abonnement pour les moins de 25 ans est fixé à 1 260 dinars par mois, 3 510 dinars par trimestre, 6 480 dinars par semestre et 10 800 dinars par an. Pour les personnes âgées de 26 à 60 ans, le prix est de 1 350 dinars par mois, 3 780 dinars par trimestre, 7 020 dinars par semestre et 12 960 dinars par an. Les plus de 61 ans bénéficient des mêmes tarifs que la première catégorie", explique l'entreprise dans un communiqué. L'ETUSA a précisé que les abonnements peuvent être obtenus en se rendant dans ses points de vente, sur présentation d'une copie de la carte nationale d'identité. L'institution a précisé que les principaux points de vente sont l'Agence Commerciale Belouizdad (21, rue Alfred de Messis), la station 1er de Mayo, les kiosques Ben Aknoun, Sidi Abdellah, El Harrach, l'Amphithéâtre Mécanique de l'avenue Mohammed V et le kiosque Hamadi. L'abonnement « NAVIGUI » permet aux bénéficiaires d'effectuer des trajets illimités pendant sa période de validité sur toutes les lignes ETUSA, à condition que la carte soit personnelle et incessible. L'institution a également confirmé que toute utilisation illégale ou irrégulière de l'abonnement entraînera son retrait et des poursuites judiciaires, soulignant que les frais d'abonnement sont non remboursables.

I.B.

IN SALAH Inauguration d'une agence du CPA

Une agence bancaire du Crédit populaire algérien (CPA) a été inaugurée lundi soir par son directeur général, Ali Kadri, en tant que structure appelée à apporter une réponse aux besoins de la wilaya en différents services bancaires, selon l'APS. S'exprimant lors de la cérémonie inaugurale, M.Kadri, accompagné des autorités et élus locaux, a fait état du lancement de divers produits destinés aux fonctions libérales (médecins, avocats, commerçants), leur permettant de financer leurs projets, tels que l'acquisition du foncier adapté à leurs activités, annonçant, à ce titre, l'introduction dans les prochains jours d'autres produits en rapport avec le financement des activités agricoles, et ce, en vertu d'une convention signée dernièrement entre les banques publiques et le ministère de l'Agriculture. Il a assuré, dans ce contexte, que l'agence d'In-Salah (382) sera d'un grand soutien, à la fois au citoyen et aux investisseurs dans la capitale du Tidikelt, et un accompagnateur de la dynamique de son développement. Le wali d'In-Salah, Abdelkader Bendjima, a appelé, de son côté, les citoyens, les investisseurs et les acteurs économiques à s'impliquer dans l'essor de cette jeune wilaya, dont les premiers prémices paraissent déjà avec cette nouvelle agence bancaire, appelée à assurer des missions classiques et d'autres nouvelles telles que la finance islamique, et en œuvrant, forte de son potentiel et encadrement, à attirer les opérateurs de tous bords. Le directeur général du CPA a visité les différentes ailes de la nouvelle agence, où d'amples explications lui ont été fournies sur la diversité des prestations offertes à ses clients dans cette wilaya.

CLÔTURE HIER DU SALON BEVALG 2025 Présence remarquée de la CACI

Dans le cadre de la participation de la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) à la quatrième édition du Salon international des boissons et des aliments liquides (BEVALG 2025), qui s'est tenu au Palais des expositions des Pins Maritimes du 4 au 7 octobre 2025, M. Said Benguana, directeur des affaires juridiques et du contentieux de la Chambre, a présenté une communication intitulée « Modes alternatifs de règlement des litiges commerciaux ».

Par : Ines B

"Lors de cette communication, M. Ben Qana a passé en revue les principaux mécanismes adoptés pour le règlement des litiges commerciaux, à savoir la conciliation, la médiation et l'arbitrage, soulignant leur rôle dans la facilitation des transactions économiques et l'accélération du règlement des différends entre opérateurs économiques de manière efficace et amiable. Il a indiqué que la Chambre algérienne de commerce et d'industrie cherche, par ces initiatives, à diffuser la connaissance juridique et à améliorer le climat des affaires et des investissements en Algérie" indique la CACI dans sa page officielle facebook. Cette initiative s'inscrit également dans le cadre des efforts de la Chambre visant à soutenir et à promouvoir les produits nationaux en aidant les institutions nationales à renforcer leur position sur les marchés internationaux. Le Salon international des boissons et aliments liquides, BEVALG 2025, a été donc clôturé hier à Alger, au Palais des Expositions - SAFEX, Pavillon El-Kasbah. Cet événement est un rendez-vous annuel de référence pour les acteurs du secteur des boissons et



des aliments liquides, visant à renforcer la compétitivité des produits algériens et leur expansion sur les marchés régionaux et africains. L'industrie alimentaire liquide occupe un rôle clé dans une économie mondiale en constante mutation. Boissons, soupes, huiles et sauces sont consommées quotidiennement à travers le globe, leur attrait grandissant. Face à tous les défis, l'innovation s'impose comme voie essentielle.

BEVALG se distingue comme salon international incontournable dans le secteur des boissons et aliments liquides en Afrique et au Moyen-Orient. En tant que seule manifestation de cette envergure dans la région MEA, il offre une plateforme dynamique et exclusive aux exposants et aux visiteurs pour se connecter et découvrir les dernières tendances et innovations. Le salon couvre l'ensemble de la chaîne de valeur de cette

industrie Les objectifs de ce salon étant de mettre en avant les innovations du secteur, améliorer la compétitivité des produits algériens, favoriser la coopération entre industriels, renforcer les chaînes d'approvisionnement, et faciliter l'accès aux marchés régionaux. L'édition 2025 a été axée sur l'innovation, la qualité des aliments liquides, la logistique, la gestion durable des ressources, et l'emballage.

Inès.B.

INDUSTRIES ÉLECTRONIQUES Piliers de la transformation industrielle et technologique

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a rencontré des responsables de la société ELEC EL DJAZAIR, spécialisée dans les industries électriques et électroniques et leurs dérivés, notamment la production d'appareils électroménagers, d'équipements électroniques et de communications. Cette réunion s'inscrivait dans le cadre du suivi et de l'évaluation continue des performances des complexes industriels publics.

"Cette réunion a permis d'examiner la situation générale du complexe et de ses branches, ainsi que les programmes d'investissement en cours visant à accroître les capacités de production et à renforcer la compétitivité des produits nationaux dans un secteur qui constitue l'un des piliers de la

transformation industrielle et technologique", indique un communiqué du ministère, publié sur sa page officielle facebook.

Au cours de cette réunion, le ministre a souligné le rôle essentiel des industries électriques et électroniques dans le soutien des efforts nationaux en faveur d'une transformation numérique globale, soulignant que ce secteur constitue l'un des piliers de la construction d'une économie industrielle moderne et diversifiée.

La réunion a également abordé les principaux défis techniques et organisationnels auxquels le complexe est confronté, notamment la modernisation des lignes de production, l'intégration des systèmes numériques dans les

processus de gestion et de fabrication (fabrication numérique et production intelligente) et le développement du système de recherche et développement industriel.

Le ministre a souligné l'importance de renforcer l'intégration industrielle entre ELEC EL DJAZAIR et d'autres groupes nationaux, notamment dans les domaines des composants électroniques, de l'emballage industriel et des chaînes de distribution, dans le cadre d'une approche « public-to-public » visant à créer un tissu industriel cohérent et durable. À l'issue de la réunion, le ministre a affirmé que le ministère accordait une attention particulière à ce secteur stratégique, annonçant l'organisation de réunions périodiques pour suivre l'avance-

ment du projet et lever les obstacles sur le terrain, avec le soutien continu des cadres centraux afin de garantir la mise en œuvre des objectifs fixés dans les délais impartis. Elec El Djazair est une société par actions, créée le 23 février 2015, suite à la restructuration du secteur public marchand. Dotée d'un capital social de 39.750.000.000,00 DA détenu à 100% par l'Etat, elle est érigée en Holding industriel composé de 19 filiales et 05 entreprises en participation minoritaire, spécialisées dans la production et la commercialisation de produits électroniques, électro-domestiques, électriques et de télécommunication, et dotée d'un réseau commercial couvrant une large partie du territoire national.

I.B.

COMMERCE EXTÉRIEUR

Réunion d'évaluation de la situation des exportations

Lors d'une réunion consultative avec Tarek Boulmerka, président de l'Association des exportateurs algériens (ANEXAL), tenue hier, le ministre du Commerce extérieur, Kamel Rezig, a affirmé la volonté du gouvernement de poursuivre le soutien aux exportateurs algériens et d'élargir le bassin d'opérateurs économiques actifs dans ce secteur. La réunion a permis, selon l'APS, d'examiner l'état des exportations nationales et leurs perspectives de développement, évaluant le niveau des exportations réalisées en 2024. Elle a également permis d'aborder les principaux défis auxquels sont confrontés les exportateurs et les moyens d'y remédier, dans le cadre d'une approche participative visant à améliorer l'environnement des exportations et à renforcer la compétitivité des produits algériens sur les marchés étrangers. Le ministre a expliqué que le secteur du commerce extérieur s'emploie à renforcer les partenariats commerciaux et à intensifier la coopération avec divers pays, conformément aux directives du président Abdelmadjid Tebboune, afin d'élargir les perspectives des produits algériens sur les marchés étrangers. Pour sa part, M Boulmerka salué l'engagement du ministère à instaurer le principe de dialogue et de concertation continue avec les opérateurs économiques, soulignant la volonté de l'association de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie nationale de promotion des exportations. Cette réunion s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le ministère pour renforcer la concertation avec les organisations et associations professionnelles et soutenir les exportateurs actifs.

I.B.

MUSTAPHA BENNAOUI :

" Pour une agriculture intelligente et de précision "

L'expert en agriculture et ancien cadre au ministère de l'Agriculture, Mustapha Bennaoui, a indiqué hier que l'apport du nouveau ministre de l'Agriculture au secteur peut être considérable si l'on s'oriente vers une numérisation des activités visant à « l'optimisation des rendements à l'hectare » pour aller à une « agriculture intelligente et de précision ». Ceci en gardant en ligne de mire l'objectif stratégique de la sécurité alimentaire. M. Bennaoui, qui s'exprimait à l'émission L'invité du jour de la chaîne 3 de la Radio Algérienne, a mis en garde contre les ruptures successives des politiques agricoles en affirmant, en revanche, « nous avons besoin d'un effort scientifique et technique (...) Il faut qu'il y ait une complémentarité et non un conflit de générations », a-t-il dit. L'expert rappelle, au passage, quelques chiffres de références du secteur, dont certains font ressortir des anomalies à corriger. Ainsi, la surface agricole totale (SAT) est de 45 millions d'hectares, alors que la surface agricole utile SAU demeure à peine à 8,5 millions d'hectares. Toujours selon le même expert, à cela s'ajoutent les 4,5 millions d'hectares relevant du domaine forestier et les 32 à 33 millions d'hectares de parcours naturels du milieu steppique. Il relève cependant que la SAU n'a cessé d'évoluer négativement sous les effets conjugués de la croissance démographique mais aussi de l'urbanisation « sur des terres à haut rendement ». « Dans les années 1970, la SAU était de 1,6 ha par personne, alors qu'actuellement elle n'excède pas les 0,6. Elle est en perpétuelle diminution », a-t-il précisé tout en attirant l'attention sur le fait que « 87% de la population algérienne vit sur 13% du territoire qui se trouve généralement sur les plaines côtières ».

OFFICE NATIONALE DES STATISTIQUES

Enquête nationale sur les dépenses et la consommation des ménages

M Mahjoubi a expliqué, lors de son intervention à la radio chaîne 1, que l'Office a entamé la préparation de cette enquête nationale il y a plus d'un mois et demi, pour la première fois sous la supervision du Haut-Commissariat à la numérisation. Près de 380 cadres ont été recrutés en août dernier pour participer à une formation spécialisée visant à les doter des techniques de collecte de données sur le terrain, en coordination avec les secteurs de l'Intérieur, des Collectivités territoriales et des Transports.

« En septembre, nous avons lancé une enquête pilote couvrant 52 wilayas et 52 équipes de terrain ont visité un certain nombre de ménages algériens qui ont accueilli favorablement l'initiative. Cette enquête a porté sur 2 400 ménages répartis dans différentes municipalités. Le processus de collecte et d'analyse des données se poursuivra pendant une année entière avant l'annonce des nouveaux résultats et indicateurs. », a-t-il précisé. Le représentant de l'ONS a souligné que cette enquête, la sixième du genre depuis l'indépendance, se distingue par sa profondeur et son exhaustivité, couvrant toutes les régions du pays, villes et villages, et ciblant divers groupes sociaux. Selon lui, l'enquête pilote a également identifié des lacunes humaines et logistiques qui seront comblées avant le lancement officiel prochain du processus. Il a expliqué que l'enquête couvre plusieurs domaines, notamment la répartition démographique par sexe ; la relation des ménages aux secteurs de l'éducation, de la formation professionnelle, de la santé et du marché du travail ; une étude des habitudes de consommation et des nouvelles tendances ; et l'impact



des politiques publiques, telles que les augmentations de salaires, sur le coût de la vie, le logement et la rationalisation de la consommation. " Le processus de collecte d'informations passerait par plusieurs étapes précises, notamment la collecte, la vérification, l'analyse et la comparaison des données avec d'autres sources. Cela aboutira au calcul d'indica-

teurs et à la création d'une nouvelle base de données nationale qui servira de base de données d'ici 2026, notamment pour mesurer l'inflation et les prix, ainsi que pour identifier les besoins sociaux et économiques. Cela permettra aux décideurs de formuler des politiques plus efficaces", ajoutera M Mahdjoubi. Concernant la question du « seuil de pauvreté », M

Mahjoubi a précisé que cette enquête permettra de déterminer le véritable taux de pauvreté en Algérie. Il a indiqué que l'Office travaille sur d'autres indicateurs liés au développement durable, afin d'améliorer le classement de l'Algérie dans les rapports internationaux sur le développement.

Inès B.

TRANSPORT AÉRIEN

Augmentation de 4,6% de la demande de passagers -kilomètrespayant (PKK)

L'Association du transport aérien international (IATA) a publié des données sur la demande mondiale de passagers en août 2025. La demande totale, mesurée en passagers-kilomètres payants (PKK), a augmenté de 4,6 % par rapport à août 2024. La capacité totale, mesurée en sièges-kilomètres disponibles (SKO), a progressé de 4,5 % sur un an. Le coefficient d'occupation du sol s'est établi à 86,0 % (+ 0,1 point de pourcentage par rapport à août 2024), un record pour le mois. La demande internationale a augmenté de 6,6% par rapport à août 2024. La capacité a augmenté de 6,5% sur un an et le coefficient de remplissage s'est établi à 85,8% (+0,1 ppt par rapport à août 2024). La demande intérieure a augmenté de 1,5 % par rapport à août 2024. La capa-

cité a progressé de 1,3 % sur un an. Le coefficient d'occupation s'est établi à 86,3 % (+ 0,1 ppt par rapport à août 2024). Les transporteurs du Moyen-Orient ont enregistré une hausse de la demande de 8,2 % sur un an. La capacité a augmenté de 6,9 % sur un an et le coefficient d'occupation s'est établi à 83,9 % (+ 1,0 point de pourcentage par rapport à août 2024). Les compagnies aériennes africaines ont enregistré une hausse de la demande de 7,1 % en glissement annuel. La capacité a progressé de 5,3 % en glissement annuel. Le coefficient d'occupation s'est établi à 79,7 % (+ 1,3 point de pourcentage par rapport à août 2024). L'Association du transport aérien international (IATA) a également publié des données sur les marchés mondiaux du fret aérien en août 2025, indiquant que la

demande totale, mesurée en tonnes-kilomètres de fret (CTK), a augmenté de 4,1 % par rapport aux niveaux d'août 2024 (+ 5,1 % pour les opérations internationales). La capacité, mesurée en tonnes-kilomètres de fret disponibles (ACTK), a augmenté de 3,7 % par rapport à août 2024 (+ 5,5 % pour les opérations internationales). La demande de fret aérien a progressé de 4,1 % en août, marquant le sixième mois consécutif de croissance annuelle. Les volumes continuent de croître malgré l'évolution des échanges commerciaux mondiaux. Le fret aérien a bénéficié d'un report du transport maritime pour certaines marchandises de grande valeur, les expéditeurs cherchant à minimiser le risque de modifications tarifaires. De plus, les tendances de croissance indiquent qu'une partie du

fret est détournée de l'Amérique du Nord, ce qui alimente une croissance plus forte sur les axes commerciaux Europe-Asie, Asie intra-asiatique, Afrique-Asie et Moyen-Orient-Asie. Cette adaptabilité est essentielle pour que les expéditeurs puissent s'adapter à l'évolution de la politique tarifaire américaine », a déclaré Willie Walsh, directeur général de l'IATA. Les transporteurs du Moyen-Orient ont enregistré une hausse de 2,7 % de la demande de fret aérien en août, en glissement annuel. Leur capacité a augmenté de 4,3 % en glissement annuel. Les compagnies aériennes africaines ont enregistré une hausse de 11,0 % de la demande de fret aérien en août, soit la plus forte hausse de toutes les régions. Leur capacité a augmenté de 12,3 % sur un an.

MASCARA

Un rendement moyen de 10 Quintaux/Ha de céréales

Cette augmentation est notamment due à l'élargissement des superficies irriguées, estimées à plus de 12.000 hectares au cours de la saison écoulée. Le rendement moyen a dépassé 10 quintaux par hectare, avec une superficie totale exploitée de plus de 12.500 hectares pour l'ensemble des variétés de céréales.

La wilaya de Mascara a enregistré une production de plus de 170.600 quintaux de différentes variétés de céréales au cours de la campagne de moisson-battage de la saison agricole 2024-2025, a indiqué, lundi, le directeur par intérim des services agricoles, Benaoumer Salem. M. Salem a souligné à l'APS, en marge des cérémonies de célébration de la Journée nationale de vulgarisation agricole, que la production céréalière de cette campagne, achevée début septembre, a connu une hausse significative par rapport à la saison précédente, qui avait enregistré plus de 137.000 quintaux. Cette augmentation est notamment due à l'élargissement des superficies irriguées, estimées à plus de 12.000 hectares au cours de la saison écoulée. Le rendement moyen a dépassé 10 quintaux par hectare, avec une superficie totale exploitée de plus de 12.500 hectares pour l'ensemble des variétés de céréales. La production se répartit en plus de 127.200 quintaux de blé dur, plus de 26.000 quintaux de blé tendre et 17.270 quintaux d'orge. L'ensemble de cette production a été réceptionné par les unités de stockage de la



coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), selon la même source. Les célébrations de la Journée nationale de vulgarisation agricole, organisées à la ferme pilote expérimentale de l'Université « Mustapha Stambouli » de Mascara et supervisées

par le wali, Fouad Aïssi, ont été marquées par des expositions mettant en avant les potentialités de la wilaya dans les domaines de la production de légumes, de fruits et de l'industrie agroalimentaire. A cette occasion, des produits issus de plusieurs

exploitations agricoles ont été présentés, en plus de stands dédiés aux missions du Fonds national de coopération agricole, ainsi qu'aux établissements partenaires du secteur, telles que la chambre d'agriculture et les agences bancaires.

AÏN TEMOUCHENT

Lancement de plus de 4.000 logements, prochainement

Le lancement de la réalisation de 4.282 logements est prévu à Aïn Temouchent durant l'année en cours, a indiqué, lundi, le directeur local du logement, Nedjiballah Kaddour. Ce programme comprend la réalisation de 2.490 logements publics locatifs (LPL), 1.393 logements promotionnels aidés (LPA) et 399 habitations rurales, a souligné le responsable, à l'occasion de la célébration de la Journée arabe de l'habitat, coïncidant avec le 6 octobre de chaque année, organisée à la bibliothèque publique principale Malek-Bennabi. Le

secteur prévoit également la livraison de 2.427 nouveaux logements de différentes formules, dont 225 logements publics locatifs, 40 logements sociaux participatifs, 566 logements promotionnels aidés, 521 habitations rurales et 1.075 logements promotionnels libres, selon le même intervenant. A cette occasion, le wali d'Aïn Temouchent, Mebrouk Ouled Abdennebi, a annoncé l'allocation d'une enveloppe financière de l'ordre de 50 millions de dinars, provenant des recettes fiscales liées à la taxe d'habitation, pour la

renovation et la peinture des anciens immeubles. Les activités marquant la Journée arabe de l'habitat, placée cette année sous le slogan « Reconstruire les communautés touchées : bâtir un avenir meilleur », ont vu la participation de plusieurs secteurs, tels que les équipements publics, l'aménagement, l'architecture, la construction, l'OPGI (Office de promotion et de gestion immobilière), le Centre de contrôle technique des constructions (CTC), ainsi que nombre de promoteurs immobiliers.

BOUIRA

Entretien du réseau de gaz

Plusieurs opérations d'entretien du réseau de gaz ont été menées depuis le début de l'année à Bouira pour assurer la sécurité des utilisateurs de cette énergie, notamment durant la période hivernale pour les besoins de chauffage, a-t-on appris lundi auprès de la direction de la distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz). Un programme annuel d'opérations d'entretien du réseau gazier a été lancé dans les différentes communes de la wilaya afin de s'assurer que celui-ci est en bon état et exempt de tout risque, a expliqué à l'APS le directeur de la distribution, Khaled Messaoudi. Depuis le mois de janvier dernier et jusqu'à la fin

septembre 2025, « nos services ont effectué de nombreuses opérations spécifiques d'entretien pointues sur le réseau de distribution de gaz à travers toute la wilaya dont notamment la vérification et l'entretien de 4676 colonnes montantes souvent utilisées comme débarras pour divers déchets obstruant les voies d'aération », a précisé M. Messaoudi. Ces opérations ont également permis d'entretenir 284 postes clients alimentant les consommateurs (en moyenne pression), 3509 vannes et 41220 branchements individuels. « A cela s'ajoute l'opération de détection des fuites de gaz que nous avons réalisée sur une longueur de 8855

Km, à raison de deux passages consécutifs, à l'aide d'un matériel sophistiqué », a fait savoir le même responsable.

A Bouira, la direction locale de distribution gère un réseau de gaz naturel de 6883 Km de long, avec 64 postes de distribution publique alimentant 184.827 clients, comme l'a précisé M. Messaoudi. « Notre direction de distribution de Bouira déploie tous les efforts et met tous les moyens nécessaires en oeuvre pour que ses clients puissent utiliser cette énergie précieuse en toute sécurité notamment avec l'arrivée de l'hiver et du froid », a assuré le directeur de distribution.

MÉDÉA

91% du programme de logements achevé

Le programme de logements, toutes formules confondues, affecté au secteur de l'habitat dans la wilaya de Médéa, entre 1999 et 2025, soit plus de 138 000 unités, affiche un taux de réalisation de plus de 91%, a indiqué, lundi, la directrice locale du logement. Sur un total de 138.488 logements, 126.235 unités ont été achevées, représentant un taux de réalisation de l'ordre de 91.15%, englobant notamment, 44.904 logements publics locatifs (LPL), 12.325 logements promotionnels aidés (LPA) et 68.000 logements ruraux, a fait savoir la directrice du logement, Salima Talhi, à l'occasion de la Journée mondiale et arabe de l'habitat, célébrée le premier lundi d'octobre de chaque année. Elle a ajouté que 9247 logements, soit 6.68 % du programme global octroyé à la wilaya durant cette période, sont en cours de réalisation, tandis que 3006 autres logements sont en phase de lancement, ce qui équivaut à 2.17 % de ce programme. La même responsable a fait part, en outre, de la distribution de pas moins de 44.026 logements, entre 2020 et 2025, dont 16.231 LPL, 6687 logements de type location-vente et 3054 LPA, en plus de 15.668 aides pour l'habitat rural. L'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI) a récemment lancé une vaste opération de vente de locaux à usage commercial appartenant à son patrimoine afin d'augmenter ses ressources financières, a affirmé le directeur général de l'OPGI de Médéa, Houcine Titaouni en marge de cette journée. Le quota proposé à la vente est composé de 354 locaux répartis sur des sites immobiliers situés dans neuf communes, dont notamment Berrouaghia, Médéa, Ain-Boucif et ksar-el-Boukhari, a-t-il détaillé.

EL TARF

Production de 3,4 millions quintaux de tomate

Une production estimée à 3,4 millions de quintaux de tomates industrielles a été réalisée dans la wilaya d'El Tarf au titre de la campagne de récolte 2024-2025, lancée en juin dernier, a indiqué dimanche le chef du bureau de la production agricole à la Direction des services agricoles (DSA), Zeïna Djouidi. La même source a précisé à l'APS que cette production de tomates industrielles a été réalisée sur une superficie de 4 540 hectares, dont 98 % irrigués par goutte-à-goutte et 2 % par aspersion, répartis sur les communes de Dréan, Besbes, Ben M'hidi, Boutheldja et El Tarf. Soulignant que le rendement moyen à l'issue de la campagne de récolte a atteint 750 quintaux par hectare, la même source a indiqué que 2,148 millions de quintaux de la production totale ont été acheminés vers 7 unités de transformation implantées dans la wilaya, d'une capacité de traitement quotidienne de 10 700 tonnes, en plus de 9 autres unités de transformation situées dans les wilayas d'Annaba, de Skikda, de Guelma, de Sétif et de Mila, dont la capacité quotidienne s'élève à 24 850 tonnes. Elle a ajouté que la réalisation de cette production de tomates industrielles est principalement due aux mesures d'appui aux agriculteurs, à la fois par des aides financières, un accompagnement technique et un suivi de terrain. Production de 3,4 millions quintaux de tomate

Des études récentes mettent en avant les effets de certains polluants environnementaux sur le risque de maladie de Parkinson. Aux côtés d'autres facteurs de risque tels l'âge et les gènes, les effets des polluants comme les pesticides et les solvants sont incriminés.

La prévalence de la maladie de Parkinson a doublé dans le monde au cours des vingt dernières années, et elle va encore doubler pendant les vingt prochaines, selon les scientifiques. Le neurologue néerlandais Bas Bloem, considère que "la maladie de Parkinson est la rançon des pesticides". Autrement dit, pour lui, cette maladie qui s'attaque aux neurones producteurs de dopamine, les privant de leur capacité à se mouvoir, est avant tout liée à l'environnement et à l'exposition aux polluants. Les patients du centre médical qu'il dirige à Nimègue, aux Pays-Bas, vivent le plus souvent dans des zones rurales. Le chercheur dénonce la poursuite de l'utilisation massive paraquat, un herbicide ultratoxique dans de nombreux pays, comme les États-Unis ou la Nouvelle-Zélande, ainsi qu'en Amérique du Sud et en Afrique. Dans le collimateur, il y a aussi le glyphosate, réautorisé en Europe pour dix ans en 2023. "À la différence du paraquat, qui provoque immédiatement un stress oxydatif et a été associé à la fois dans des travaux expérimentaux et dans des études épidémiologiques, les risques liés à l'utilisation du glyphosate sont plus indirects", explique l'expert. Reste que les effets connus du glyphosate sur "l'inflammation, la perturbation du microbiome [appelée auparavant flore intestinale] ou encore le dysfonctionnement des mitochondries concourent tous à la mort des neurones dopaminergiques". Pour le neurologue néerlandais, l'échec à interdi-



re les herbicides et les pesticides témoigne d'une incapacité à évaluer correctement leurs risques pour la santé humaine, mais aussi de la difficulté à faire remonter les données, quand elles existent, aux régulateurs. Il faut dire que le lien entre l'exposition aux pesticides et le risque de développer la maladie de Parkinson a été clairement établi par des études épidémiologiques et par des études expérimentales, notamment sur des modèles animaux. On le sait depuis plusieurs décennies. Mais les mécanismes sous-jacents ne sont pas clairement élucidés. Les essais réalisés sur des animaux ont permis d'identifier trois mécanismes d'action diffé-

rents, impliquant cinq familles de pesticides, favorisant le développement de la maladie de Parkinson. Parmi ces pesticides, on retrouve le paraquat, la roténone, et tous ceux de la famille des dithiocarbamates. Il est notable que toutes ces molécules inhibent l'enzyme Park7 à faibles doses. Ces pesticides sont encore d'actualité. Même si un pesticide a été retiré du marché, on observe pour bon nombre d'entre eux une certaine rémanence, c'est-à-dire qu'ils restent dans les sols. Et ce, pendant plusieurs décennies. Les agriculteurs sont les premiers touchés, compte tenu de leur niveau d'exposition.

A.B

CANCER

Des pesticides liés à la maladie de Parkinson

DJANET

Cycle de formation en vannerie

Une vingtaine de personnes bénéficient d'un cycle de formation dans le domaine de la vannerie traditionnelle, à l'initiative de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM) de Djanet, a-t-on appris lundi des organisateurs. Cette session de cinq jours, qu'abrite le Centre de formation professionnelle et d'apprentissage Mohamed-Mechaouri, entre dans le cadre des efforts visant à valoriser et promouvoir l'artisanat traditionnel et encourager les jeunes à se lancer dans un métier, qui leur ouvrira des perspectives professionnelles, a indiqué le directeur de la CAM, Ahmed Siad. Parrainée par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, et placée sous l'égide du wali de Djanet, l'opération, qui est menée en coordination avec les directions de wilaya du Tourisme et de la Formation professionnelle, a pour objectif de renforcer les capacités des stagiaires dans le domaine de la vannerie traditionnelle, en tant que métier authentique du patrimoine culturel local, en plus de constituer une activité économique productive génératrice d'emplois et contribuant à la promotion du tourisme saharien, a-t-il souligné. Les participants bénéficient d'une formation théorique et pratique assurée par un encadrement spécialisé, leur permettant d'acquérir et de développer des connaissances nouvelles dans les techniques de fabrication des articles de vannerie, en veillant, à la fois, à l'innovation dans le design et à la préservation de l'authenticité du produit. L'initiative s'insère dans le cadre d'un programme national visant la sauvegarde des métiers de l'artisanat traditionnel et leur transmission aux jeunes générations, la préservation du caractère traditionnel du métier de la vannerie, surtout qu'il s'appuie sur des matériaux locaux, la création d'emplois et la contribution au développement local, selon la même source.

OMS : Recommandations de prévention de l'hémorragie post-natale

Les principaux organismes s'occupant de santé reproductive publient aujourd'hui de nouvelles directives historiques préconisant un changement important dans la prévention, le diagnostic et le traitement de l'hémorragie du post-partum (HPP). Ces recommandations soulignent qu'il est urgent de dépister plus tôt et de traiter plus rapidement les hémorragies du post-partum, car cela pourrait sauver la vie de dizaines de milliers de femmes chaque année. Définie comme un saignement excessif après l'accouchement, l'HPP touche des millions de femmes chaque année et entraîne près de 45 000 décès, ce qui en fait l'une des principales causes de mortalité maternelle dans le monde. Même quand elle n'est pas mortelle, l'HPP peut avoir des répercussions à vie sur la santé physique et mentale (graves lésions organiques, hystérectomie, anxiété ou autres traumatismes). « L'hémorragie du post-partum est la complication la plus dangereuse de l'accouchement, car ses conséquences peuvent rapidement être très graves. Bien que l'hémorragie du post-partum ne soit pas toujours prévisible, des soins appropriés permettent d'éviter le décès », a déclaré le Dr Jeremy Farrar, Sous-Directeur général chargé de la promotion de la santé et de la prévention et de la prise en charge des maladies. « Ces lignes directrices sont destinées à obtenir le plus fort impact là où le fardeau est le plus lourd et où les ressources sont les plus limitées, afin qu'un plus grand nombre de femmes survivent à l'accouchement et puissent rentrer chez elles en toute sécurité auprès de leur famille », a-t-il ajouté. Publiées par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), la Fédération internationale de gynécologie et d'obstétrique (FIGO) et la Confédération internationale des sages-

femmes (ICM), ces lignes directrices introduisent de nouveaux critères de diagnostic objectifs pour détecter l'HPP, basés sur la plus grande étude sur le sujet à ce jour – qui est également publiée dans la revue The Lancet. De nombreux cas d'HPP surviennent alors qu'il n'y a pas de facteurs de risque identifiables, ce qui signifie qu'il est essentiel de détecter précocement les cas et d'intervenir rapidement. Pourtant, dans de nombreux contextes, en particulier lorsque les ressources consacrées aux soins de santé sont limitées et les salles d'accouchement sont surchargées, les retards de traitement ont des conséquences désastreuses. En règle générale, on considère qu'il y a une HPP en cas de perte de sang d'au moins 500 ml. Toutefois, il est également conseillé d'agir lorsque la perte de sang atteint 300 ml ou si les constantes vitales sont anormales. Pour diagnostiquer l'HPP précocement, il est conseillé aux médecins et aux sages-femmes de surveiller de près les femmes après l'accouchement et d'utiliser des champs calibrés – des dispositifs simples qui permettent de collecter et de quantifier précisément le sang perdu – afin de pouvoir agir immédiatement en cas de pertes correspondant aux critères susmentionnés. Les lignes directrices recommandent l'application immédiate de l'ensemble des mesures MOTIVE une fois que l'HPP a été diagnostiquée, tels que le massage de l'utérus, médicaments ocytociques pour stimuler les contractions ; acide tranexamique (TXA) pour réduire les saignements ; solutés intraveineux ; examen vaginal et génital et soins plus spécialisés (« escalation of care ») si le saignement persiste. Dans les rares cas où les saignements persistent, les lignes directrices recommandent des interventions efficaces, par exemple un acte chirurgical ou une

transfusion sanguine pour stabiliser l'état de la femme jusqu'à ce qu'un autre traitement soit disponible. Les lignes directrices soulignent l'importance de bons soins prénatals et postnatals pour atténuer les facteurs de risque critiques tels que l'anémie, qui est très répandue dans les pays à revenu faible ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. L'anémie augmente la probabilité d'HPP et en aggrave l'issue si elle survient. Il est recommandé d'administrer aux mères anémiées du fer et de l'acide folique par voie orale quotidiennement pendant la grossesse et du de fer en perfusion intraveineuse lorsqu'une supplémentation rapide est nécessaire, y compris après une HPP ou en cas d'échec du traitement oral. La publication déconseille également les pratiques dangereuses, telles que les épisiotomies systématiques, tout en favorisant des techniques préventives comme le massage périnéal en fin de grossesse, afin de réduire la probabilité de traumatisme et de saignements graves après l'accouchement. Les lignes directrices recommandent l'administration d'un utéro-tonique de qualité garantie pour soutenir la contraction utérine au cours de la troisième phase du travail, de préférence de l'ocytocine ou à défaut de la carbétocine thermostable. Si les médicaments injectables par voie intraveineuse ne sont pas disponibles et si la chaîne du froid n'est pas fiable, le misoprostol peut être utilisé en dernier recours. Ces lignes directrices consolidées – les premières à porter uniquement sur l'HPP – seront présentées lors du Congrès mondial de la FIGO 2025, qui se tiendra au Cap, en Afrique du Sud. Elles constituent une étape cruciale dans la mise en œuvre de la Feuille de route pour lutter contre l'hémorragie du post-partum entre 2023 et 2030.

CHINE

350.000 personnes évacuées à cause du typhon Matmo

Alors que le typhon Matmo a frappé la Chine, environ 350 000 personnes ont été déplacées vers le sud du pays. De nombreux dégâts sont à déplorer. Le typhon avance en direction du Vietnam. Il a perdu un peu de sa force, et est désormais rétrogradé en tempête tropicale.

Sur les 350.000 personnes évacuées, des familles, mais aussi des personnes coincées dans des commerces, se sont fait surprendre par les pluies torrentielles et la montée des eaux qui a suivi. Les conducteurs de deux roues, eux, se sont vite retrouvés emportés par les vents violents ou au mieux bloqués dans le trafic. En outre, les transports publics, les chantiers et les commerces ont été mis à l'arrêt dans plusieurs villes côtières telles que Haikou, Wenchang, Zhanjiang et Maoming. Lundi matin, les pluies torrentielles ont continué dans le sud de la Chine. Même si le typhon Matmo perd en intensité, il sème partout la panique, notamment lorsque deux navires de pêche, abandonnés, sont projetés vers les rochers. Le typhon Matmo, la 21e tempête nommée de la saison 2025 des typhons dans le Pacifique, a touché terre dimanche le long de la côte est du district de Xuwen, dans la ville de Zhanjiang de la province du Guangdong, dans le sud de la Chine, selon les services météorologiques du Guangdong. Le typhon a touché terre avec une force de vent maximale près de son centre atteignant 42m/s et une pression centrale minimale de 965 hectopascals. Le typhon a provo-



qué d'importants dégâts sur les réseaux électriques du district de Suixi, à Zhanjiang, qui ont entraîné des coupures de courant dans certaines zones du district. Des équipes d'intervention d'urgence ont été immédiatement déployées pour évaluer les dommages et commencer les réparations. Dimanche à 19H00, la branche du Guangdong du China Southern Power Grid avait mobilisé près de 40.000 membres du personnel d'urgence, environ 170 véhicules électriques d'urgence et 550 groupes électrogènes d'urgence dans les

zones touchées. Les autorités météorologiques indiquent que le typhon continue de se déplacer vers le nord-ouest. Elles prévoient que pour lundi, Zhanjiang et la ville voisine de Maoming connaîtront des pluies modérées qui se transformeront en averses. La Commission nationale du développement et de la réforme, le principal planificateur économique de la Chine, a alloué dimanche 200 millions de yuans (environ 28,15 millions de dollars) du budget central du pays pour soutenir les travaux de restauration d'urgence

ce dans le Guangdong et dans la province insulaire méridionale de Hainan. Selon la commission, ces fonds seront utilisés pour la réparation urgente des infrastructures endommagées, incluant les routes, les ponts, les projets de conservation de l'eau, les écoles et les hôpitaux, afin de contribuer à rétablir au plus vite une vie et une production normales dans les zones touchées. Depuis lundi soir, le typhon avance en direction du Vietnam. Il a perdu un peu de sa force, et est désormais rétrogradé en tempête tropicale.

IRAN

Aucune reprise des négociations sur le nucléaire

L'Iran ne prévoit pas « à ce stade » de reprendre les négociations avec les pays européens sur son programme nucléaire, après le rétablissement des sanctions à son encontre, a indiqué lundi la diplomatie iranienne. « Nous n'envisageons pas de négociations à ce stade », a déclaré lors d'une conférence de presse le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Esmail Baghai, ajoutant que l'Iran examinait les « conséquences » et « implications » du retour des sanctions, qui avaient été levées il y a dix ans. « Bien entendu, la diplomatie, au sens de maintenir contacts et consultations, se poursuivra », a souligné le porte-parole, ajoutant que « chaque fois que nous estimerons que la diplomatie peut être efficace, nous prendrons assurément des décisions en fonction des intérêts et des priorités du pays ». L'ONU a rétabli le 28 septembre ses sanctions contre l'Iran pour son programme nucléaire. L'Iran se défend d'avoir de telles ambitions militaires mais insiste sur son droit au nucléaire à des fins civiles, notamment pour produire de l'électricité. Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), l'Iran est le seul pays non doté de l'arme nucléaire à enrichir l'uranium à un niveau élevé (60%), proche du seuil technique des 90% nécessaire à la fabrication de la bombe atomique.

INDONÉSIE

67 morts dans l'effondrement d'une école

Les recherches pour retrouver des victimes dans l'école indonésienne qui s'est effondrée il y a une semaine se sont achevées mardi 7 octobre, avec un bilan final passant de 63 à 67 morts, a annoncé un responsable des secours. « Le nombre total de victimes évacuées s'élève à 171, dont 67 morts (...) et 104 survivants », a déclaré Yudhi Bramantyo, directeur des opérations de l'Agence nationale de recherche et de sauvetage. « Au neuvième jour, nous avons terminé les opérations de recherche et de sauvetage des victimes », a annoncé, de son côté, Mohammad Syafii, le directeur de la même agence, lors d'une conférence de presse. « Nous avons également déblayé tous les matériaux du bâtiment effondré », a-t-il ajouté. Un précédent bilan établi lundi soir faisait état de 63 morts. Aucun des deux responsables n'a fait savoir s'il restait encore des personnes disparues. Lundi, un responsable des secours avait annoncé que moins d'une dizaine de personnes étaient encore portées disparues. Seuls 17 corps ont été identifiés jusqu'à présent, selon l'unité d'identification des victimes de catastrophes de la police.

ESWATINI

10 nouveaux migrants placés en détention

L'Eswatini, petit pays enclavé d'Afrique australe, a accueilli sur son sol 10 nouvelles personnes expulsées par les Etats-Unis dans le cadre du programme américain de transfert de migrants vers des pays tiers, selon un communiqué lundi. Les services pénitentiaires du pays, dernière monarchie absolue d'Afrique, ont annoncé "l'arrivée de 10" personnes et leur placement en détention, sans préciser d'identité ni de nationalité. Un premier groupe de cinq migrants avait été envoyé des Etats-Unis en Eswatini mi-juillet. L'un d'eux a depuis regagné son pays, la Jamaïque.

ÉTATS-UNIS 25 % DE DROITS DE DOUANE SUR LES CAMIONS IMPORTÉS

Le président américain Donald Trump a annoncé lundi que les poids lourds importés aux États-Unis seront soumis à un droit de douane de 25 % à partir du 1er novembre 2025. « À compter du 1er novembre 2025, tous les camions moyens et lourds entrant aux États-Unis depuis l'étranger seront taxés à hauteur de 25 %. Merci de votre attention ! », a déclaré Trump dans un message publié sur la plateforme sociale Truth Social, basée aux États-Unis.

Indonésie

Trois alpinistes décédés dans une avalanche

Trois alpinistes croates sont morts après avoir été emportés dimanche par une avalanche dans le nord-ouest de la Slovénie, ont annoncé les secours lundi. Les trois alpinistes faisaient partie d'un groupe de sept Croates séjournant dans un refuge près du mont Tosc dans les Alpes juliennes. Ils avaient décidé de descendre dimanche malgré la dété-

rioration des conditions météorologiques. « Malheureusement les trois alpinistes sont morts dans une avalanche », a déclaré le responsable des opérations de secours Miha Arh à Stara Fuzina près de la frontière italienne. Le corps de l'un d'entre eux avait été découvert dimanche soir, mais les opérations de recherche, impliquant plus de 60

secouristes, avaient dû être interrompues en raison du risque élevé de nouvelles avalanches. Les corps des deux autres ont été retrouvés, ensevelis dans un ravin à 350 mètres du lieu où ils ont été atteints par l'avalanche, lorsque les opérations de recherche ont repris lundi, l'amélioration des conditions météorologiques ayant permis le décollage d'hélicoptères.

MEXIQUE

Un ouragan menace la côte ouest

Un ouragan s'est formé dimanche dans l'océan Pacifique au large de la côte ouest du Mexique, où il doit générer de fortes pluies mais sans toucher terre, selon le centre américain des ouragans (NHC). A 21H00 GMT, l'ouragan se situait à 470 kilomètres au sud-ouest

de Cabo Corrientes, dans l'Etat de Jalisco, soufflant des vents de 120 km/h au maximum. Sa trajectoire doit longer le littoral. Priscilla, actuellement de catégorie 1 sur l'échelle de Saffir-Simpson (sur 5), « doit se renforcer dans les prochains jours et il est prévu qu'il devienne

un ouragan de catégorie 2 plus tard dans la semaine », a expliqué le NHC dans un rapport. Des précipitations importantes se sont déjà abattues sur les côtes des Etats de Michoacan et de Guerrero, moins intenses dans ceux de Colima et de Jalisco. Le NHC a mis en garde

contre un risque d'« inondations subites, en particulier dans les zones de plus haute altitude ». Le Mexique, sur sa face occidentale comme orientale, connaît chaque année une saison des cyclones et des ouragans, normalement entre mai et novembre.

ELIMINATOIRES DU MONDIAL 2026/ SOMALIE-ALGÉRIE

Les Verts en préparation

La sélection nationale a entamé, lundi après-midi, sa préparation en vue des deux dernières rencontres des éliminatoires de la Coupe du Monde 2026.

Les coéquipiers de Ramy Bensebaini ont effectué leur première séance d'entraînement sur l'une des pelouses du Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, avant de rallier Oran où ils affronteront la Somalie ce jeudi au stade Miloud-Hadefi (17h00).



Marouane A.

Sous la houlette du sélectionneur Vladimir Petkovic, le groupe a été scindé en deux lors de cette première séance : les joueurs ayant évolué la veille avec leurs clubs ont suivi un programme de récupération spécifique sous la supervision du préparateur physique Paolo Rongoni, tandis que le reste de l'effectif a pris part à un entraînement classique axé sur le travail technique et tactique.

Avant le début des exercices, le coach bosnien a réuni ses joueurs pour une brève allocution, insistant sur l'importance de ces deux rendez-vous.

TOUGAÏ FORFAIT, BELAÏD APPELÉ EN RENFORT

Le stage a toutefois débuté avec un coup dur pour le

staff technique. Le défenseur central de l'Espérance de Tunis, Mohamed Amine Tougaï, a dû déclarer forfait après une blessure contractée dimanche en championnat tunisien. Pour pallier son absence, Petkovic a fait appel au défenseur de la JS Kabylie, Zinédine Belaïd, qui a rejoint le groupe dès l'entame du stage à Sidi Moussa.

Tougaï s'ajoute à une liste de forfaits déjà bien fournie, composée de Mohamed Farsi (Columbus Crew), Rayan Aït-Nouri (Manchester City), Youcef Atal (Al-Sadd) et Houssein Aouar (Ittihad Djeddah). Malgré ces absences, le sélectionneur peut compter sur un groupe solide et motivé pour abor-

der ces deux derniers défis qualificatifs. Au terme de la 8e journée disputée en septembre, les Verts occupent la première place du groupe G avec 19 points, devant le Mozambique et l'Ouganda (15 points chacun), tandis que la Guinée (11 pts), le Botswana (9 pts) et la Somalie (1 pt) ferment la marche. Une victoire jeudi à Oran permettrait aux Algériens de valider mathématiquement leur qualification avant le dernier déplacement.

ZONE MIXTE PRÉVUE À ORAN

Dans le cadre de ce stage, une zone mixte se tiendra ce mercredi 8 octobre sur le terrain principal du stade

Miloud-Hadefi d'Oran à partir de 16h45. Les médias accrédités pourront assister aux quinze premières minutes de la séance d'entraînement pour prises de vues et interviews. La Fédération algérienne de football a précisé que chaque organe de presse ne pourra déléguer qu'un journaliste et un photographe (ou cameraman), munis de leur carte professionnelle.

Les Verts poursuivront leur préparation jusqu'à mercredi avant de rallier Oran, avec l'objectif clair de conclure en beauté cette campagne éliminatoire et d'assurer leur retour sur la scène mondiale en 2026.

M.A.

Slimani victime d'un piratage de son compte "Facebook"!

Le message émouvant attribué à Islam Slimani, largement relayé dimanche sur les réseaux sociaux, n'a finalement pas été publié par le joueur lui-même. L'ancien attaquant des Verts a fait savoir ce lundi que son compte Facebook officiel avait été piraté, démentant être l'auteur du long texte qui avait ému les supporters algériens. Ce message, écrit en arabe et empreint d'un profond attachement à l'équipe nationale, évoquait notamment son amour pour l'Algérie, son rêve de rejouer pour les Verts et son souhait de disputer une

dernière Coupe du monde. La publication avait rapidement été partagée massivement, suscitant un vif élan de sympathie et d'émotion auprès des fans. Mais quelques minutes après la publication de ce message, le joueur a tenu un tout autre discours sur Instagram.

En effet, Slimani a affirmé en Story que ce message n'était pas de lui, et que son compte Facebook a été victime de piratage. Il a par ailleurs immédiatement pris des mesures pour récupérer et sécuriser son compte. Une clarification qui met fin à la confusion née de

cette fausse déclaration, publiée alors que Slimani, meilleur buteur de l'histoire des Verts, n'a plus été convoqué depuis l'arrivée de Vladimir Petković à la tête de la sélection en mars 2024. Tout de même, il est très probable que l'ancienne star du Sporting Portugal garde toujours en tête un possible retour en sélection, pour une ultime danse sous la tunique des Verts, qu'elle soit lors de la Coupe d'Afrique 2025, ou bien la Coupe du Monde 2026.

R.S.

Somalie : 23 joueurs convoqués pour l'Algérie

Le sélectionneur de l'équipe somalienne de football, Yusuf Ali Nur, a convoqué 23 joueurs pour les deux derniers matchs des qualifications de la Coupe du monde 2026, face à l'Algérie (jeudi) et le Mozambique (14 octobre), comptant pour les 9e et 10e journées (Gr. G), a indiqué la Fédération somalienne de football (SFF). La liste est composée de joueurs locaux et professionnels évoluant à l'étranger. A pied d'oeuvre en Algérie, les Somaliens ont reçu lundi la visite de l'ambassadeur de la Somalie à Alger, Jusuf Ahmed Hassan. La Somalie, dont le stade principal n'est pas homologué par la FIFA, accueillera l'Algérie

jeudi à 17h00 au stade Miloud-Hadefi d'Oran pour le compte de la 9e journée, avant de croiser le fer avec le Mozambique, toujours à Oran, le 14 octobre en clôture des qualifications du Mondial 2026. Lanterne rouge du groupe G avec un seul point après huit journées de compétition, les "Oceans Stars" tenteront l'exploit de remporter une victoire pour l'honneur lors des deux dernières journées de qualifications. A la veille de la 9e journée, la sélection nationale trône en tête du groupe G avec 19 points, devant de quatre longueurs ses poursuivants directs, le Mozambique et l'Ouganda,

qui comptent 15 points chacun. La Guinée occupe la 4e place avec 11 unités, devant le Botswana (9 pts) et la Somalie (1 point). La liste des 23 joueurs somaliens: Gardiens : Abderrahmane Jama, Ibrahim Ahmed, Said Aleley Joueurs : Abdilwali Abderrahman, Abel Gigle, Abdulle Abdulahi, Ali Mohammed, Mohamud Ali, Faysal Abubakar, Ahmed Abdullahi, Yonis Abdirizak, Aweys Adan, Ayuub Abdulkadir, Mohamed Omar, Yasir Abdiqadir, A. Samad Abdulahi, Handwalla Mohamed, Bilal Abdulahi, Abdirahman Sharif, Mukhtar Suleyman, Farhan Ahmed, Ali Mussa, Mubashir Abdi.

FAF

SADI VICE-PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES STADES ET DE LA SÉCURITÉ DE LA FIFA

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Walid Sadi, vient d'obtenir une nouvelle marque de reconnaissance sur la scène internationale. Il a en effet été nommé vice-président de la Commission des stades et de la sécurité de la Fédération internationale de football (FIFA), a annoncé la FAF dans un communiqué publié lundi soir sur son site officiel. Cette nomination confirme la montée en influence du patron de la FAF au sein des instances dirigeantes du football mondial. Déjà membre du Comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF), vice-président de l'Union nord-africaine (UNAF) et membre de l'Union arabe de football (UAFA), Walid Sadi consolide ainsi la présence algérienne dans les cercles décisionnels internationaux. La reconnaissance de la compétence algérienne ne s'arrête pas là. Le secrétaire général de la FAF, Nadir Bouzenad, a été désigné membre de la Commission Futsal de la FIFA, tandis que Mme Salima Benaïsti, directrice des finances de la fédération, rejoint la Commission de conseil commercial et marketing de l'instance mondiale. Par ailleurs, Walid Sadi a pris part, lundi, aux travaux de la 47e Assemblée générale ordinaire de la CAF, tenue à Kinshasa (République démocratique du Congo), un rendez-vous qui a réuni les principaux décideurs du football africain autour des grandes orientations à venir pour le continent.

M.A.

EN A'

DÉBUT DU STAGE À ANNABA

La sélection nationale A', dirigée par Madjid Bougherra, a entamé lundi soir son stage de préparation à Annaba en prévision de la Coupe arabe de la FIFA 2025, prévue au Qatar du 1er au 18 décembre prochains. Le groupe, composé de 25 joueurs, est arrivé à Annaba en fin d'après-midi avant d'effectuer, dès 20h00, sa première séance d'entraînement sur le terrain annexe du stade du 19-Mai-1956. Cette première prise de contact a été essentiellement consacrée à la récupération et à la remise en jambes, sous la direction du staff technique. Le stage se poursuivra jusqu'au 14 octobre. Dans le cadre de cette préparation, les Verts A' disputeront deux rencontres amicales face à la Palestine, les 9 octobre (20h30) et 13 octobre (18h00), toutes deux au stade du 19-Mai-1956. Pour ce regroupement, le sélectionneur national a procédé à un changement dans sa liste : le défenseur de l'USM Alger Hocine Dehiri a été appelé en renfort pour remplacer Zinédine Belaïd, retenu avec la sélection A. Tenant du titre, l'Algérie est qualifiée directement pour la phase finale de la prochaine Coupe arabe, où elle évoluera dans le groupe D en compagnie de l'Irak et des vainqueurs des barrages Bahreïn-Djibouti et Liban-Soudan. Les deux premiers de chaque groupe accéderont à la phase à élimination directe. Ce stage d'Annaba marque ainsi le coup d'envoi de la préparation d'une équipe ambitieuse, décidée à défendre son titre acquis en 2021 et à confirmer son statut parmi les meilleures sélections arabes.

R.S.

LIGUE DES CHAMPIONS D'AFRIQUE (2^e TOUR PRÉLIMINAIRE/ALLER)

LE MATCH ALLER DU MAC FIXÉ AU 19 OCTOBRE À YAOUNDÉ

Le MC Alger disputera la première manche du 2e tour préliminaire de la Ligue des champions d'Afrique de football, face aux Camerounais Sportive du Dja-et-Lobo, le dimanche 19 octobre au stade Ahmadou Ahidjo à Yaoundé (14h00, heure locale et algérienne), a annoncé le club, lundi dans un communiqué. Le match retour se déroulera le week-end du 24, 25, et 26 octobre, au stade Ali Ammar dit Ali La Pointe à Douera.

UEFA : Délocalisation de deux matches de Liga et Serie A

L'UEFA a approuvé lundi "à contrecœur" et "à titre exceptionnel" la requête de la Liga et de la Serie A de délocaliser deux matches de championnat aux Etats-Unis et en Australie, une première mondiale. Dans un communiqué, le comité exécutif de l'instance européenne réitère néanmoins "son opposition aux matches de ligue nationale joués à l'étranger" et s'engage à contribuer "aux travaux en cours dirigés par la Fifa" pour établir des règles strictes en ce sens. Comme demandé cet été par les fédérations espagnole et italienne de football, la rencontre Villarreal-Barcelone va donc pouvoir se tenir le 20 décembre à Miami, avant qu'AC Milan-Côme ne s'expatrie le 8 février 2026 à Perth. Le feu vert donné par l'UEFA n'est pas une surprise. Son président Aleksander Ceferin avait reconnu début septembre auprès du

journal Politico qu'il disposait d'une marge de manœuvre limitée depuis que la Fifa a entamé en mai une refonte de ses règles interdisant de disputer à l'étranger les matches de championnat. L'instance européenne explique lundi que "le cadre réglementaire pertinent de la Fifa - actuellement en cours de révision - n'est pas suffisamment clair et détaillé" pour lui permettre de trancher autrement. "Bien qu'il soit regrettable de devoir laisser ces deux matches avoir lieu, cette décision est exceptionnelle et ne doit pas être considérée comme un précédent. Notre engagement est clair : protéger l'intégrité des ligues nationales et faire en sorte que le football reste ancré dans son environnement d'origine", promet néanmoins Aleksander Ceferin, cité dans le communiqué.

Pays-Bas: Depay rate le stage

Les Pays-Bas ont débuté leur rassemblement sans l'une de leurs stars, lundi. Memphis Depay (32 ans) n'a pas rejoint ses partenaires pour une raison plutôt inhabituelle. Alors qu'il devait prendre un vol depuis le Brésil dimanche soir, le joueur a constaté la disparition de son passeport et n'a donc pas pu monter à bord de l'avion. Selon la presse néerlandaise, l'attaquant des Corinthians s'est fait voler ses papiers d'identité. Le joueur se serait tout de même rendu à l'aéroport après la victoire des Corinthians contre Mirassol (3-0) lors du championnat du Brésil. En vain. "Il n'a pas retrouvé son passeport au Brésil", a déclaré le sélectionneur Ronald Koeman. "Il est allé à l'aéroport sans, mais il n'a pas pu prendre l'avion. Impossible d'entrer, même pour Memphis." "Il fait tout son possible pour se rendre aux Pays-Bas au plus vite. Nous espérons donc qu'il pourra bientôt rejoindre le groupe", précise la Fédération néerlandaise dans un communiqué. Le technicien a déploré ce contretemps fâcheux alors que les Pays-Bas, premiers de leur poule ex aequo avec la Pologne (avec un

match en retard), abordent deux matches cruciaux pour la qualification à la Coupe du monde 2026, à Malte jeudi (20h45), puis face à la Finlande dimanche (20h45).

KOEMAN REGRETTE L'INCIDENT

"C'est regrettable, surtout pour Memphis, mais aussi pour nous", a confié l'ancien entraîneur du FC Barcelone. "Il est naturel de vouloir commencer la préparation de la trêve internationale avec un groupe complet. En même temps, il y a une situation indépendante de notre volonté. Nous espérons qu'il pourra effectivement nous rejoindre pour le camp d'entraînement dès que possible." Le mois dernier, l'ancien joueur de Lyon (2017-2021) est devenu le meilleur buteur de l'histoire de la sélection en inscrivant son 52e but en 104 capes. Passé par Manchester United, le Barça et l'Atlético de Madrid, Depay a rejoint les Corinthians en 2024 où il a inscrit 15 buts en 51 matches. Il avait repris la compétition le week-end dernier après une blessure à la cuisse qui l'a éloi-

FC Barcelone

Un Camerounais pour remplacer Lewandowski

La recherche d'un nouveau numéro neuf est une priorité absolue, mais les difficultés financières structurelles du club catalan rendent toute manœuvre sur le marché des transferts incertaine. Les contraintes liées à la masse salariale du club, souvent qualifiées de "luttres pour la limite salariale", obscurcissent la capacité réelle des Blaugrana à investir dans un remplaçant de poids. Face à l'incertitude planant sur l'avenir de Lewandowski, le Barça a été lié à plusieurs attaquants de renom. Des joueurs comme Julián Álvarez et Serhou Guirassy ont récemment fait l'objet de rumeurs, mais ces deux options s'annoncent d'ores et déjà extrêmement coûteuses. Les prix des attaquants de classe mondiale ou

à fort potentiel se situent bien au-delà de ce que les dirigeants catalans peuvent garantir aujourd'hui, étant donné la nécessité de maintenir un équilibre budgétaire strict imposé par la Liga. Le club est donc contraint d'explorer des pistes plus créatives, plus jeunes, et potentiellement moins onéreuses. C'est dans ce contexte de recherche d'une opportunité à forte croissance que le nom de Karl Etta Eyong est revenu avec insistance dans les discussions. L'attaquant camerounais de 21 ans avait déjà suscité l'intérêt du FC Barcelone l'été dernier. Finalement, Etta Eyong a quitté Villarreal pour rejoindre Levante dans un transfert conclu pour un montant étonnamment bas de 3 millions d'euros. Ce

mouvement était d'autant plus complexe que la transaction impliquait un partage des droits : la moitié des frais versés par Levante a été reversée à Cadix, son ancien club. Plus important encore, Villarreal a conservé des droits significatifs, incluant une clause de rachat estimée à environ 7 millions d'euros et une clause de revente de 50% sur un futur transfert. Malgré l'opportunité financière apparente de ce transfert à Levante, le Barça s'est retrouvé incapable de finaliser le mouvement cet été. La raison était purement administrative et financière : le club n'avait aucune marge dans sa limite salariale pour enregistrer le jeune joueur, peu importe le faible coût initial du transfert.



O MARSEILLE

Greenwood décidé à partir ?

Arrivé à l'OM, il y a un an pour relancer sa carrière, Mason Greenwood a su conquérir le public du Vélodrome. Auteur de trois buts - deux en Ligue 1 et un en Ligue des champions -, ainsi que de quatre passes décisives, il symbolise la nouvelle dynamique offensive des Phocéens. Sa complémentarité avec Pierre-Emerick Aubameyang et Amine Gouiri offre au club une richesse tactique que Pablo Longoria et Medhi Benatia ont su façonner avec justesse. Cependant, la forte concurrence dans le secteur offensif marseillais pourrait rapidement poser question pour Mason Greenwood. L'ancien joueur de Manchester United sait que son temps de jeu n'est pas garanti, surtout avec l'arrivée d'Igor Paixao. Une situation qui pourrait l'inciter à écouter certaines offres prestigieuses venues d'ailleurs.

L'ATLÉTICO DE MADRID INSISTE AUX AGUETS

C'est le journaliste Ekrem Konur, spécialiste du mercato, qui a révélé la bombe lundi soir. Selon lui, «L'Atlético de Madrid garde un œil sur

L'Olympique de Marseille réalise un excellent début de saison, et Mason Greenwood n'y est pas étranger. L'attaquant anglais, sous contrat jusqu'en 2029, s'est rapidement imposé comme une pièce maîtresse du dispositif marseillais. Mais alors que tout semble aller pour le mieux sur la Canebière, une information venue d'Espagne vient tout bouleverser : l'Atlético de Madrid n'est pas près d'abandonner le dossier Greenwood.

Mason Greenwood comme une option potentielle. Si une offre majeure arrive pour Julian Alvarez dans les mois à venir, Greenwood pourrait devenir une cible sérieuse pour l'équipe espagnole». Une déclaration qui a fait grand bruit tant du côté espagnol que marseillais. En effet, les Colchoneros,

entraînés par Diego Simeone, viennent de s'offrir une victoire éclatante dans le derby face au Real Madrid (5-2), portée notamment par un excellent Julian Alvarez. Mais l'avenir de l'attaquant argentin, sous contrat jusqu'en 2030 et valorisé à près de 100 millions d'euros, reste incertain à moyen terme. Dans cette perspective, Mason Greenwood apparaît comme une solution idéale pour le club madrilène, surtout après que le Barça s'est retiré du dossier.

UNE PISTE ALLÉCHANTE, MAIS

Du côté de l'Olympique de Marseille, cette information est prise avec sérieux, mais sans précipitation. Selon les échos rapportés par La Provence, le club n'est plus aussi dépendant de Mason Greenwood que la saison passée. L'effectif actuel, renforcé par plusieurs recrues offensives, permettrait de pallier un éventuel départ sans trop déséquilibrer le groupe. Pour autant, l'OM ne compte pas brader son joyau. Sous contrat longue durée, Mason Greenwood reste un actif majeur du projet marseillais. Toute approche devra donc être accompagnée d'une proposition financière conséquente pour convaincre Pablo Longoria d'ouvrir la discussion. À seulement 23 ans, Mason Greenwood vit un moment charnière de sa carrière. Après des débuts prometteurs à Manchester United puis une renaissance à l'OM, il semble avoir retrouvé confiance et constance. Son éventuel transfert à l'Atlético de Madrid constituerait une nouvelle étape majeure, mais aussi un pari risqué dans un championnat plus exigeant et concurrentiel. Pour l'heure, ni le joueur ni son entourage ne se sont exprimés publiquement sur la rumeur. Le club marseillais, de son côté, garde le cap sur ses objectifs sportifs, laissant le dossier en suspens jusqu'à la prochaine fenêtre de mercato.

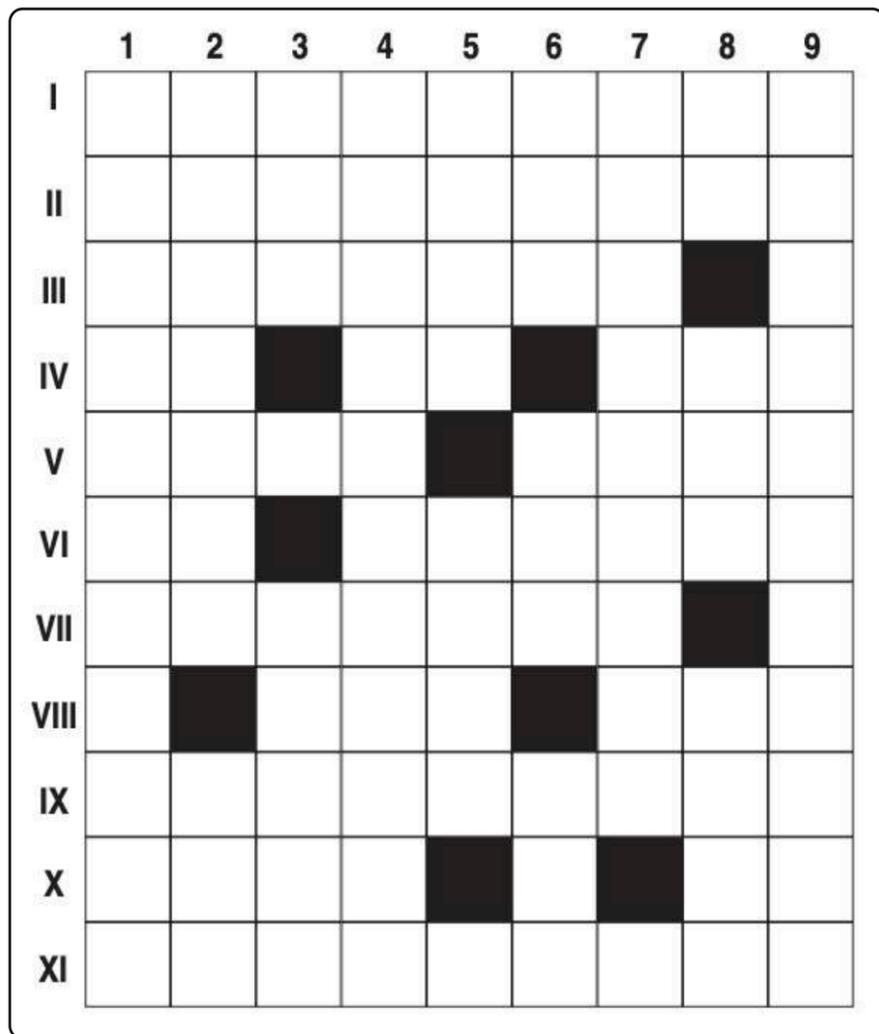
LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

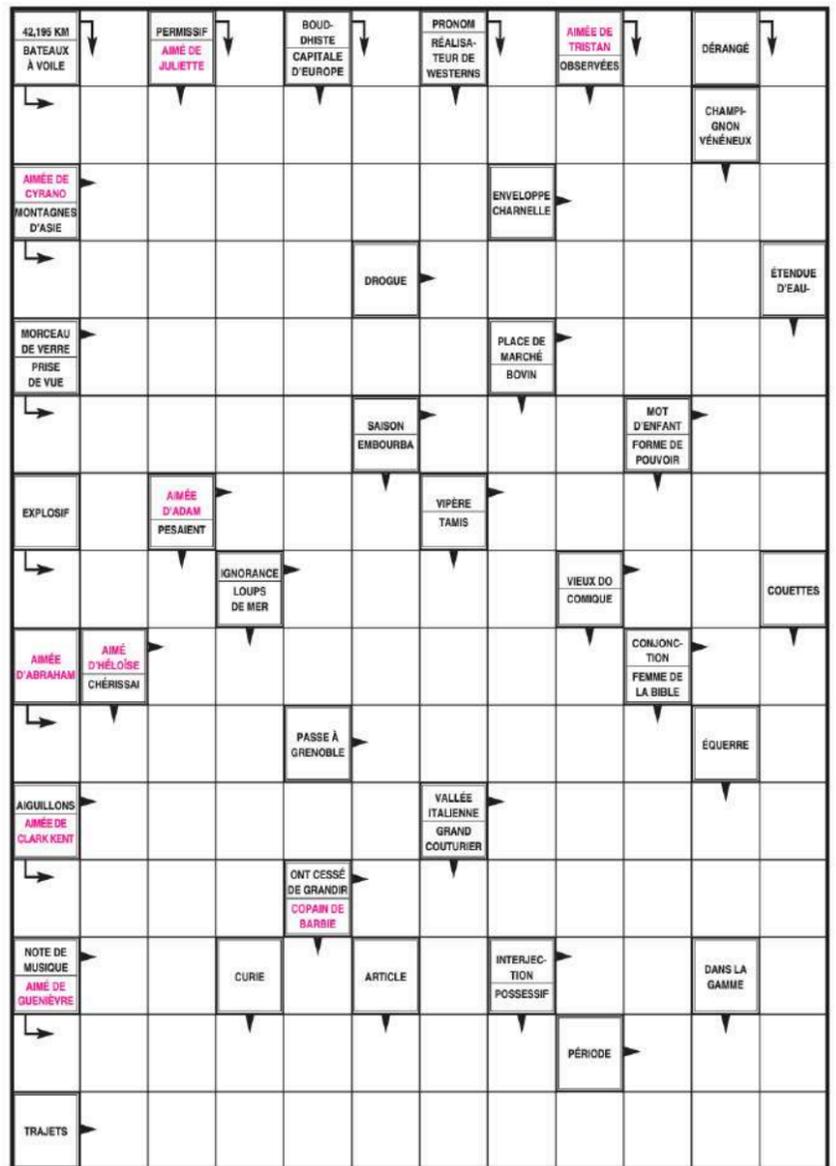
I. Organes du pouvoir. II. Objet d'abus. III. Hébergée. IV. Accord franco-russe. Préposition. Elle a parfois ses coureurs. V. Assemblée par derrière. En voilà un qui n'hésite pas à s'envoyer en l'air. VI. Symbole. Plus chère quand elle est haute. VII. Plantes dans un lac. VIII. Protection bonne pour la santé. A poil ou à paille. IX. Avide. X. Lieu des délices. Moitié de celui qui connut le précédent mais pas tout seul. XI. Fait place nette.

VERTICALEMENT

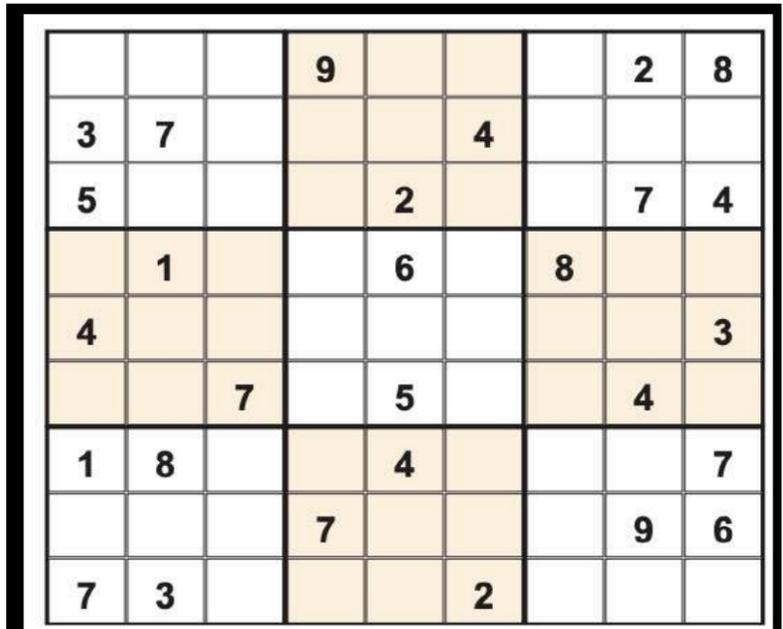
1. Grand homme vert. 2. Civils, même en pleine campagne. Morceau de viande. 3. Moyen de transport ou de répétition. Est particulièrement binaire. 4. D'une façon fort déplaisante. 5. Périodes chaudes. Commune en Dordogne. 6. Son port n'est pas toujours naturel. Le dernier termina douzième. Ville d'Angleterre sur l'Ouse. 7. Désagréablement chaudes pour certaines bières. 8. Conjonction. Monte en Corse. De bas en haut : réflexe pré-mortem. 9. Cardinal belge



LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO



SUDOKO - LES MOTS CROISÉS



SOLUTION LES MOTS FLÉCHÉS



MOTS MÊLÉS

Le mot-mystère est : septembre

- ARBRE
- BIO
- CARBONE
- CLIMAT
- DECHETS
- DIVERSITE
- DURABLE
- ECOLO
- ENERGIE
- EOLIENNE
- ESPECES
- NATURE
- OGM
- PETROLE
- POLLUTION
- RESPECT
- VERT



PATRIMOINE ET RENAISSANCE URBAINE

Riadh El Feth, le symbole d'Alger en quête de renaissance

Transféré sous la tutelle de la wilaya d'Alger après la dissolution de son office de gestion, le complexe culturel Riadh El Feth s'apprête à entamer une nouvelle « phase » de son histoire. Les autorités promettent une réhabilitation d'envergure pour redonner vie à ce site emblématique, longtemps victime de déclin et d'oubli.

■ par Samy Terki

Perché sur les hauteurs d'Alger, Riadh El Feth domine la baie comme un repère à la fois architectural, mémoriel et social. Inauguré au début des années 1980, il fut conçu comme un vaste espace de culture et de loisirs, un lieu où le souvenir du combat de libération côtoie l'art et la modernité. Abrutant galeries, salles de cinéma, musées, espaces verts et le monumental Sanctuaire du martyr, le complexe fut, pendant des décennies, l'un des visages les plus vivants de la capitale.

Trente ans après la création de son organe de gestion, l'Office Riadh El Feth (OREF), un décret exécutif signé le 2 juin 2025 (n°25-148) a entériné sa dissolution. Par ce texte, l'État transfère l'ensemble des biens, droits et obligations de l'OREF à la wilaya d'Alger, inaugurant une phase de transition administrative et de relance culturelle. Une commission interministérielle (réunissant les représentants des ministères de la Culture, de l'Intérieur et des Finances) est chargée d'en dresser l'inventaire complet, bâtiments, archives, personnel et équipements.

Selon Saïf Eddine Dey, adjoint au directeur de la communication de l'OREF, l'opération se déroule « dans un cadre légal rigoureux, avec la volonté de garantir la continuité des activités ». Le complexe reste ouvert, ses programmations maintenues, en attendant l'achèvement du transfert et la définition d'une nouvelle gouvernance. L'État, via le ministère de la Culture et la wilaya d'Alger, affirme vouloir replacer Riadh El Feth au cœur de la



vie culturelle et touristique du pays. Le wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabhi, a d'ores et déjà ordonné des interventions urgentes, réhabilitation des salles de spectacles, restauration des espaces verts, rénovation des allées et parkings, remise à niveau des galeries et modernisation du Sanctuaire du martyr et de ses abords. Un appel d'offres national a été lancé pour une restauration globale et durable du site, d'une superficie de plus de 90 hectares. Pendant une décennie, Riadh El Feth a souffert d'un désengagement progressif. Ses cinémas, jadis fréquentés, ont fermé les uns après les autres ; les boutiques ont baissé rideau ; les escaliers monumentaux se sont vidés de leurs promeneurs. Seuls quelques événements, comme le Festival international de la bande dessinée d'Alger (FIBDA) ou des expositions ponctuelles, ont maintenu un souffle, souvent grâce à la ténacité de quelques équipes. Cette nouvelle phase entend rompre avec cette stagnation. Le projet

de relance vise à redonner au complexe une autonomie de gestion et une dynamique de terrain. La wilaya d'Alger souhaite ainsi instaurer une gouvernance ouverte aux partenariats public-privé, favoriser les initiatives indépendantes et adapter les espaces aux besoins des artistes comme du public. Pour les commerçants installés dans les galeries, l'annonce du transfert suscite autant d'espoir que d'incertitude. « Ce lieu a un potentiel énorme, il faut juste plus d'animation et de visiteurs », confie Sid Ali Larek, gérant d'une boutique depuis trente ans. D'autres, comme Amar Sbaï, artisan-modéliste, se montrent plus critiques : « Il ne suffit pas de repeindre ou de planter des fleurs. Il faut redonner envie aux gens de venir, relancer le commerce et la culture ensemble. » La wilaya devra notamment résoudre le problème des locaux inoccupés ou sous-exploités, qui entravent le renouvellement du tissu économique du site. Malgré les années de déclin, Riadh El Feth

continue d'attirer des familles, surtout les week-ends. Les habitants des quartiers voisins (El Madania, El Mouradia ou Hydra) y trouvent un lieu de promenade et de détente. Fahima, mère de deux enfants, résume l'attachement des habitants : « On vient pour respirer, mais on voudrait retrouver les activités d'avant : les foires artisanales, les projections, les spectacles. »

Les salles Ibn Zeydoun et Cosmos accueillent encore quelques projections et événements, mais d'autres restent fermées, dans l'attente de réhabilitation.

La wilaya d'Alger mise sur un plan en trois axes : réhabilitation, revalorisation culturelle et nouvelle gouvernance. L'objectif est d'en faire un espace vivant mêlant mémoire, commerce et création contemporaine. Les responsables évoquent déjà l'organisation de festivals, de projections en plein air, de résidences artistiques et de marchés artisanaux. « Riadh El Feth doit redevenir un lieu de culture et de rencontre, à la mesure d'une capitale en mouvement », affirme Saïf Eddine Dey. La phase préparatoire des travaux est en cours. Une réouverture partielle du site est envisagée avant la fin de l'année prochaine, accompagnée d'un calendrier d'événements culturels et touristiques. Entre nostalgie et renouveau, Riadh El Feth s'apprête à tourner une nouvelle page. Si le pari de la relance aboutit, le complexe pourrait redevenir ce qu'il fut à son origine : le cœur battant de la culture algéroise, un lieu où la mémoire nationale dialogue avec la modernité urbaine et où Alger retrouve l'éclat de ses grands jours.

S.T.

Batna célèbre le patrimoine des Aurès à travers le festival « Amnay l'Aurès »

À peine le rideau tombé sur le festival de Djelfa, c'est au tour de Batna de devenir le centre de gravité de la vie culturelle algérienne. Du 10 au 12 octobre, la wilaya accueillera une nouvelle édition de la manifestation intitulée « Amnay l'Aurès » (littéralement « le cavalier de l'Aurès » en tamazight), un événement dédié à la valorisation du patrimoine matériel et immatériel de cette région emblématique de l'Est algérien. C'est dans la commune rurale de Zana El Beïda, à quelques kilomètres de Sériana, que se dérouleront les principales activités. Ce territoire, connu pour ses vestiges archéologiques, notamment ses arcs de triomphe remarquablement conservés datant de l'époque romaine, offre un cadre idéal à une célébration placée sous le signe de la mémoire et de la transmission. Pendant trois jours, le pro-

gramme mêlera tradition, art et histoire. Des représentations de fantasia ouvriront les festivités, rappelant la place centrale du cheval et de la bravoure dans la culture aurésienne. Des soirées poétiques et musicales viendront ensuite donner voix aux récits et chants populaires, tandis que des « conteurs » perpétueront les légendes du massif, cette région qui a longtemps incarné la résistance et l'attachement aux racines. Le festival fera également la part belle à l'artisanat local : tissages, poteries, bijoux, instruments de musique et objets usuels y seront exposés, témoignant d'un savoir-faire transmis de génération en génération. Les organisateurs espèrent ainsi mettre en lumière la richesse culturelle d'un territoire dont la contribution à l'identité nationale demeure fondamentale. « Amnay l'Aurès » se

veut à la fois une vitrine et un hommage. Vitrine, parce qu'il offre aux jeunes créateurs, artistes et artisans un « espace de visibilité » rare dans une région souvent éloignée des grands circuits culturels. Hommage, parce qu'il s'inscrit dans une « démarche de sauvegarde et de valorisation d'un patrimoine » qui court le risque de s'effacer sous le poids du temps et des mutations sociales. Dans une Algérie où les initiatives locales peinent parfois à trouver un écho national, la tenue de cette manifestation à Zana El Beïda témoigne d'un regain d'intérêt pour les cultures régionales. En célébrant les Aurès, Batna rappelle que la « diversité » du pays repose aussi sur la vitalité de ses territoires et la transmission de leurs traditions les plus anciennes.

R.C.

CULTURE ET PATRIMOINE

Djelfa célèbre la poésie populaire à travers le Festival national « Okadhia »

Djelfa se transforme, le temps de quatre jours, en capitale de la poésie. À partir de ce mercredi, le Théâtre régional Ahmed-Bouزيد accueille la deuxième édition du Festival national de la parole poétique, un rendez-vous qui rassemble poètes, chercheurs et passionnés venus de tout le pays pour célébrer la richesse du verbe populaire algérien. Sous le parrainage du wali de la wilaya, l'événement rend hommage à une tradition ancienne et profondément enracinée dans la culture locale. Baptisé « Okadhia », le « festival » tire son nom du célèbre souk d'Okadh, en Arabie antéislamique, où s'affrontaient jadis les plus grands poètes dans des joutes oratoires devenues légendaires. Une référence qui en dit long sur l'ambition de la manifestation, renouer avec la noblesse de la parole et redonner à la poésie sa place dans la vie publique. Selon le commissaire du festival, Mabrouk Zouaoui, les organisateurs souhaitent, dès cette édition, « donner à l'événement une dimension arabe, voire internationale », afin de placer la poésie algérienne au cœur des échanges culturels du monde arabe. Près de 80 poètes issus de 35 wilayas participeront aux différentes compétitions et rencontres prévues au programme. Le théâtre Ahmed-Bouزيد résonnera ainsi de vers déclamés dans la langue populaire, reflet d'une oralité toujours vivante et d'une sensibilité propre à chaque région du pays. Au-delà des performances scéniques, le festival s'accompagne d'un volet académique. Des conférences et ateliers explorent les multiples formes d'expression poétique, de la melhoun au chant bédouin, tout en interrogeant la place du poète dans une société où la transmission orale demeure un pilier de la mémoire collective. À Djelfa, où les traditions pastorales ont longtemps façonné le rapport à la langue et à la poésie, ce rendez-vous culturel se veut autant un espace de création qu'un acte de préservation. Dans un contexte marqué par la montée des cultures numériques, l'« Okadhia » entend rappeler que, dans le désert comme dans la ville, la parole poétique reste l'un des derniers refuges de la mémoire vivante.

S.T.

16



● Alger 29°
● Ouargla 42°
● Oran 30°
● Constantine 41°

FADJR	DOHR	ASR	MAGHREB	ISHA
05:21	12:36	15:54	18:25	19:46

L'ex-ministre égyptien Khaled El-Enany désigné à la tête de l'Unesco

L'ancien ministre égyptien des Antiquités et du Tourisme Khaled El-Enany a été désigné lundi dernier pour devenir le nouveau directeur général de l'Unesco pour les quatre prochaines années, a annoncé sa présidente, Vera El Khoury Lacoeuille. Il a recueilli 55 voix, contre 2 pour le Congolais Firmin Edouard Matoko. Khaled El-Enany est le premier directeur général originaire d'un pays arabe et le deuxième Africain après le Sénégalais Amadou Mahtar Mbow (1974-1987).



Une nouvelle flotte de vraquiers pour Madar Maritime Company

Dans un message publié sur sa page Facebook, Madar Maritime Company a annoncé l'arrivée imminente de ses nouveaux vraquiers. « Bientôt, nos quais s'animeront avec une nouvelle flotte de vraquiers, prête à écrire un nouveau chapitre de notre histoire maritime. Ces géants des mers, symboles de puissance et de précision, incarnent notre engagement à fournir un transport sûr, fiable et performant pour toutes vos marchandises. » Peut-on lire dans ce message.

Domestic Airlines :

Augmentation du nombre de vols à partir de la fin de ce mois

La compagnie aérienne algérienne « Domestic Airlines », spécialisée dans les lignes intérieures, compte, à partir de la fin du mois d'octobre, augmenter le nombre de vols vers différentes destinations au départ d'Alger et de plusieurs wilayas du sud du pays, à indiquer à l'APS Karim Bahar, conseiller du directeur général de la compagnie chargé de la communication et des relations publiques. « La compagnie commencera, à la fin du mois d'octobre, à augmenter le nombre de vols en plusieurs étapes vers différentes destinations au départ d'Alger et de plusieurs wilayas du sud, comme Tamanrasset, Illizi, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, à destination d'autres wilayas », a-t-il précisé en marge de la 13^e édition du salon international « Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference - NAP ». Il a ajouté que la société, qui est une filiale d'Air Algérie, mettra en œuvre un autre programme au début de l'année prochaine, visant à augmenter de manière significative le nombre de vols. Il a précisé que la compagnie dispose actuellement de 15 avions et qu'elle prévoit d'acquérir d'autres appareils afin d'améliorer ses services, tout en tenant compte des exigences des clients, de la qualité des services, des prix et du nombre de destinations. M. Bahar a également indiqué que « les prix appliqués par Domestic Airlines sont étudiés et réglementés, et seront à la portée des clients ». Pour ce qui est de la participation de « Domestic Airlines » à la 13^e édition du NAPEC 2025, il a souligné qu'elle vise à faire connaître les services que la compagnie offre dans le domaine du transport aérien. À noter que le salon, qui s'étale sur trois jours, réunit plus de 500 exposants de 60 pays, représentant des entreprises opérant dans les secteurs de l'exploration, de la production, du transport et de la transformation des hydrocarbures, ainsi que dans les domaines des énergies renouvelables, de l'hydrogène, de la digitalisation et de la transition énergétique. Au programme de cette édition figurent également des conférences, des panels de haut niveau, des tables rondes et des ateliers techniques animés par des experts internationaux. Ces rencontres permettront d'aborder des thématiques d'actualité telles que l'hydrogène bas carbone, la décarbonation des industries pétrolières, l'investissement dans les infrastructures énergétiques, ainsi que les perspectives de coopération énergétique dans la région Afrique-Méditerranée.

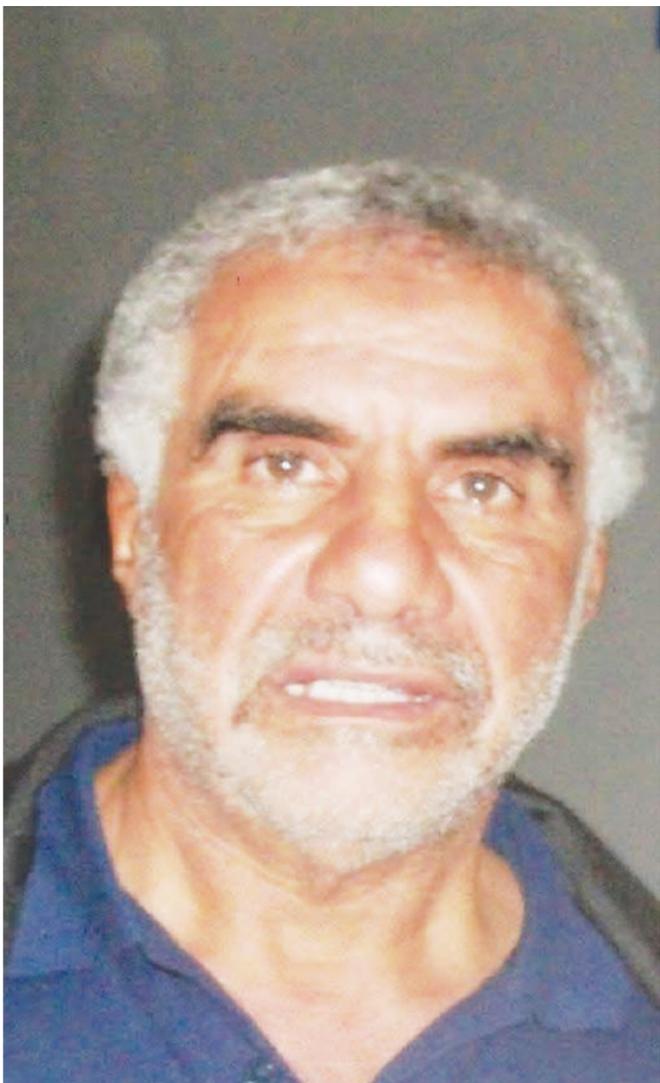
L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D INFORMATION /Mercredi 8 octobre 2025//N° 1178// PRIX 20DA

Décès de Djilali Selmi

Le « petit Brésilien » du grand Chabab s'en est allé

Le football algérien est en deuil. L'ancienne gloire du CR Belouizdad et de l'équipe nationale, Djilali Selmi, est décédée hier, mardi, après une longue maladie, plongeant toute la famille du sport national dans une profonde tristesse.



Véritable icône du Chabab dans les années 60 et 70, Selmi restera dans les mémoires comme l'un des artistes les plus talentueux qu'ait connus le football algérien. Né le 4 septembre 1946 à Belouizdad (Alger), Djilali Selmi a très tôt été bercé par la passion du ballon rond. Formé à l'Olympic du Ruisseau, il rejoindra rapidement le CR Belouizdad (ex-Belcourt), club avec lequel il écrira les plus belles pages de sa carrière. Avec le Chabab, il connaîtra la gloire à la fin des années 60 et au début des années 70, contribuant activement à la domination du CRB sur le football national et maghrébin. Sous ses couleurs, il remportera deux titres de champion d'Algérie (1969, 1970) et trois Coupes d'Algérie (1969, 1970, 1978), marquant toute une génération par son jeu spectaculaire et sa finesse technique. Au-delà des frontières nationales, Djilali Selmi fera aussi la fierté de l'Algérie en remportant plusieurs Coupes du Maghreb des clubs champions (1970, 1971, 1972), compétition regroupant les meilleures équipes d'Afrique du Nord.

Le « petit Brésilien » et le match mythique contre Pelé

Doté d'une technique raffinée, d'une aisance balle au pied et d'un sens du spectacle rare, Selmi avait hérité du surnom de « petit Brésilien ». Ce surnom prendra tout son sens lors d'un match historique face au Santos FC de Pelé, disputé à Oran dans les années 60. Ce jour-là, alors que les supporters s'émerveillaient de la présence du roi Pelé sur la pelouse, Djilali Selmi réussira un geste resté

légendaire : un « petit pont » sur Pelé lui-même. Un moment d'audace et de panache qui restera gravé dans la mémoire collective du football algérien. Un international respecté Entre 1967 et 1975, Djilali Selmi défendra fièrement les couleurs de l'équipe nationale algérienne, avec laquelle il compte 16 sélections. Il fera partie de la génération pionnière qui participe à la Coupe d'Afrique des Nations 1968, première présence de l'Algérie dans la compétition continentale. Toujours élégant sur le terrain et exemplaire en dehors, Selmi symbolisait à lui seul la passion, la créativité et la fierté du football algérien naissant.

Un modèle pour les générations futures

Avec sa disparition, le CR Belouizdad et le football national perdent l'un de leurs plus grands ambassadeurs. Ses exploits, sa classe et son amour du maillot resteront gravés dans l'histoire. Le club de Belouizdad, où il a tout connu, ne manquera pas de lui rendre un hommage à la hauteur de sa légende. Djilali Selmi, le « petit Brésilien » du Chabab, s'en est allé, mais son nom restera à jamais inscrit en lettres d'or dans la grande histoire du football algérien. Très peiné par sa disparition, la rédaction sportive du journal L'Express et toute l'équipe du quotidien national présentent à la famille du défunt ainsi qu'à celle du Chabab ses sincères condoléances. Puissent-ils trouver les meilleures marques de sympathie et puisse Dieu accueillir le regretté Selmi dans son vaste paradis. À Dieu nous appartenons, et à Dieu nous retournons.

Marouane A.

Coup d'envoi hier des caravanes pour la diffusion des valeurs de modération et de solidarité

Hier à Alger, le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehti, a donné le coup d'envoi des caravanes scientifiques visant à promouvoir les valeurs de modération et du juste milieu, ainsi qu'à renforcer l'esprit de solidarité nationale. Belmehti a précisé que ces caravanes, composées d'une élite d'oulémas, de chouyoukh et d'imams issus de différentes wilayas du pays, sillonnaient les mosquées, les écoles coraniques, les centres culturels, ainsi que

les stations de radio locales. Elles diffuseraient les valeurs de modération et les principes de l'islam tolérant, sensibiliseraient aux dangers des fléaux sociaux, et dispenseraient des cours et des orientations au service de la société et de la consolidation du sentiment d'appartenance à la patrie. Ces caravanes scientifiques constituent une passerelle de communication entre les différentes composantes de la société et les institutions de l'État, a affirmé le ministre, qui a relevé l'importance de

cette initiative qui allie savoir et action et qui ouvre de larges perspectives aux jeunes pour participer à l'édification du pays et à l'ancrage des valeurs d'une citoyenneté sincère. Selon Belmehti, cette cinquième caravane du genre concernera six wilayas, dont Bejaïa, Tizi Ouzou et Khenchela, assurant ainsi une couverture globale du territoire national. Il a rappelé que cinq caravanes scientifiques avaient déjà été organisées auparavant, couvrant plus de 21 wilayas, y compris celles du Grand Sud,

à l'instar de Djanet, Tindouf, El Oued et Tamanrasset, lesquelles ont permis d'obtenir des résultats positifs en consolidant l'esprit de solidarité entre les citoyens et en ancrant un discours religieux modéré et rassembleur. L'organisation de ces caravanes s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme arrêté par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs, visant à promouvoir l'action religieuse et intellectuelle au sein de la société, et à dynamiser le rôle des imams et des oulémas.